

RAPPORT

VERSION 1 : Décembre 2017

COMMUNE DE BONNAL (25680)

ZONAGE DES ASSAINISSEMENTS

DOCUMENT SOUMIS A ENQUETE PUBLIQUE AU TITRE DE LA LOI SUR L'EAU
DU 03 JANVIER 1992



HISTORIQUE DES REVISIONS

VERSION	DATE	COMMENTAIRES	REDIGE PAR :	VERIFIE PAR :
02	15/12/2016	Finalisation du document	HK	GMG
01	05/02/2013	Création de document	CR	HK

Contact

4 rue de l'Ermitage
25 000 BESANCON
Tél 03 81 52 38 38
Fax 04.78.53.39.22

Naldeo
Agence de Besançon
Hervé KOVACIC
Responsable Pôle Etudes Réseaux

TABLE DES MATIERES

TABLE DES MATIERES	3
1 OBJET DU ZONAGE	4
1.1 La loi sur l'eau.....	4
1.2 Les effets du zonage.....	4
2 COMPETENCES	5
3 PRESENTATION DE LA COMMUNE	6
3.1 Situation géographique	6
3.1 Données de population	6
3.2 Urbanisme – logements	7
3.3 Les activités.....	7
4 LE MILIEU RECEPTEUR :	8
4.1 Contexte géologique	8
4.2 Les eaux de surface.....	8
4.2.1 Qualité	9
4.2.2 Objectifs de qualité.....	10
5 LES ZONES INONDABLES	11
6 LES ZONES NATURELLES.....	12
6.1 Zones naturelles d'Intérêt écologique, Faunistique et Floristique (ZNIEFF).....	12
6.2 Zones humides	13
6.3 Natura 2000	14
7 LES RESSOURCES EN EAU POTABLE	16
7.1 Vulnérabilité des eaux souterraines.....	16
8 L'ASSAINISSEMENT DANS LA COMMUNE	18
8.1 Bilan de l'assainissement non collectif	18
9 LE SCHEMA DIRECTEUR D'ASSAINISSEMENT	19
9.1 Assainissement collectif sur tout le village.	19
9.1.1 Estimations des travaux projetés.....	19
9.1.2 Impact sur le prix de l'eau	19
9.2 Assainissement non collectif	20
10 LE ZONAGE.....	23
10.1 Eaux usées.....	23
10.1.1 Les zones relevant de l'assainissement non collectif	23
10.2 Eaux pluviales.....	23
Annexe I	24
Annexe II	26

1 OBJET DU ZONAGE

1.1 La loi sur l'eau

La réglementation européenne en matière d'assainissement est définie depuis 1992 par la Loi sur l'Eau et ses différents décrets d'application ultérieurs.

L'article 35 de la loi a attribué de nouvelles obligations aux communes et à leurs groupements : la délimitation des zones d'assainissement collectif et non collectif ainsi que la délimitation des zones affectées par les écoulements en temps de pluie.

Ces nouvelles obligations sont inscrites dans le Code général des Collectivités Territoriales à l'article L 2224-10 ainsi rédigé :

« Les communes ou leurs groupements délimitent, après enquête publique :

- **les zones d'assainissement collectif** où elles sont tenues d'assurer la collecte des eaux usées domestiques et le stockage, l'épuration et le rejet ou la réutilisation de l'ensemble des eaux collectées ;
- **les zones relevant de l'assainissement non collectif** où elles sont seulement tenues, afin de protéger la salubrité publique, d'assurer le contrôle des dispositifs d'assainissement, et, si elles le décident, leur entretien ;
- **les zones où des mesures doivent être prises pour limiter l'imperméabilisation** des sols et pour assurer la maîtrise du débit de l'écoulement des eaux pluviales et de ruissellement ;
- **les zones où il est nécessaire de prévoir des installations pour assurer la collecte, le stockage** éventuel, et en tant que besoin, le traitement des eaux pluviales de ruissellement lorsque la pollution qu'elles apportent au milieu aquatique risque de nuire gravement à l'efficacité des dispositifs d'assainissement. »

Une enquête publique est nécessaire avant d'approuver la délimitation des zones d'assainissement présentée dans le cadre de ce dossier.

Les articles 2, 3 et 4 du décret du 3 Juin 1994 précisent quel est le type d'enquête publique à mener : « L'enquête publique préalable à la délimitation des zones d'assainissement collectif et des zones d'assainissement non collectif est celle prévue à l'article R 123-11 du Code de l'Urbanisme. ».

D'un point de vue réglementaire, seule une délimitation des zones d'assainissement est donc demandée aux communes. **Aucune échéance n'est fixée.**

La délimitation des zones d'assainissement collectif et non collectif doit être cohérente avec les contraintes pesant sur l'aménagement de la commune : servitudes de protection des points de captages d'eau potable, documents d'urbanisme, etc.

D'autre part, les communes devaient mettre en place pour le 31 décembre 2012 un **Service Public d'Assainissement Non Collectif** (SPANC) en vue d'assurer le contrôle des dispositifs d'assainissement individuel et faire un état des lieux des systèmes existants.

1.2 Les effets du zonage

Les effets du zonage : le zonage se contente d'identifier la vocation de différentes zones du territoire de la commune en matière d'assainissement au vu de deux critères principaux : l'aptitude des sols à l'assainissement à la parcelle et le coût de chacune des options.

Il n'est donc **pas un document de programmation de travaux, ne crée pas de droits acquis pour les tiers**, ne fige pas une situation en matière d'assainissement et n'a pas d'effet sur l'exercice par la commune de ses compétences. Ceci entraîne plusieurs conséquences :

- en délimitant les zones d'assainissement collectif, la commune ne s'engage pas à réaliser des équipements publics, ni à étendre les réseaux existants à une date précise.
- les constructions situées en zone " assainissement collectif " ne bénéficient pas d'un droit à disposer d'un équipement collectif à une échéance donnée. La réglementation en la matière s'applique donc comme partout ailleurs : **en l'absence de réseau, il est nécessaire de disposer d'un équipement individuel aux normes et maintenu en bon état de fonctionnement, même pour les constructions neuves ; ces systèmes individuels sont d'ailleurs à contrôler par le SPANC.**

- le zonage est susceptible d'évoluer, pour tenir compte de situations nouvelles. Ainsi, des projets d'urbanisation à moyen terme peuvent amener la commune à basculer certaines zones en " assainissement collectif ". Il sera alors nécessaire de suivre la même procédure que pour l'élaboration initiale du zonage si cela entraîne une modification importante de " l'économie générale " du zonage.

2 COMPETENCES

La commune de Bonnal, appartient à la Communauté de Communes du Pays de Villersexel. Cette dernière a pris la compétence "Assainissement non collectif", c'est donc elle qui gère le Service Public d'Assainissement Non Collectif.

Comme la commune de Bonnal n'a pas de système d'assainissement collectif, toutes les habitations possédant un système d'assainissement non collectif, c'est donc la communauté de communes qui est en charge du contrôle du bon fonctionnement des systèmes d'assainissement des particuliers. Chaque particulier est donc soumis au règlement du service public d'assainissement non collectif de la communauté de communes en vigueur actuellement.

La commune doit cependant établir une carte de zonage justifiée du mode d'assainissement sur son territoire communal. C'est donc l'objet de ce dossier.

Il incombe donc à la commune, de délimiter les zones d'assainissement éventuellement collectif et non collectif. Cette compétence pour le zonage découle de l'obligation, pour la collectivité compétente en assainissement collectif, de réaliser les réseaux de collecte (jugement de la cour administrative d'appel de Lyon, 31 mai 2005).

En pratique, les cartes de zonage sont établies en collaboration entre les différents interlocuteurs en charge de l'assainissement, afin de concilier les contraintes, ainsi que cela est développé dans le chapitre correspondant.

3 PRESENTATION DE LA COMMUNE

3.1 Situation géographique

La commune de Bonnal se situe dans le canton de Rougemont au nord du département du Doubs. Elle est bordée par la rivière Ognon qui marque la frontière avec le département de la Haute-Saône. On peut accéder à Bonnal à partir de Villersexel (70), Montbozon (70) par la D49 ou à partir de Rougemont (25) par la D29.

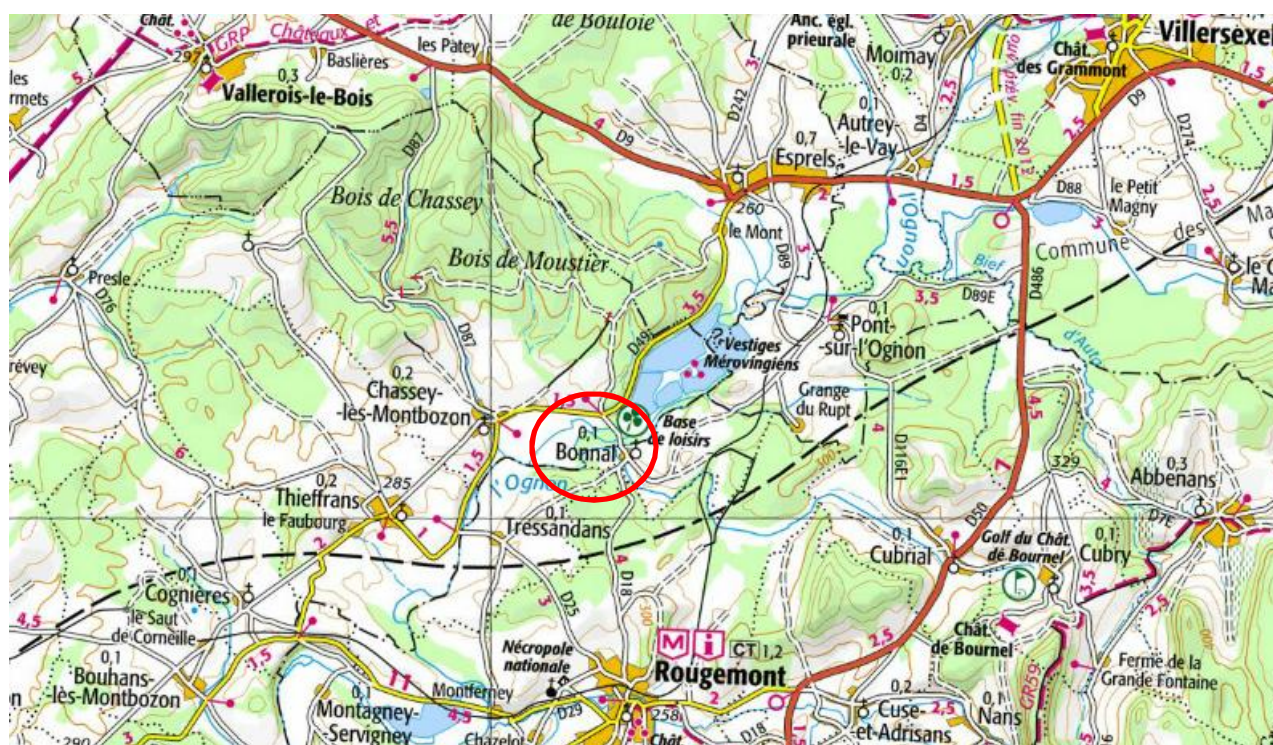


Figure 1 : Situation géographique (source : Géoportail.fr)

Bonnal, à l'altitude moyenne de 270 m, appartient à la région de la moyenne vallée de l'Ognon dans les prémices du massif jurassien. Le climat est de type continental avec des hivers plutôt froids et humides, un mois de mai qui marque le retour d'une relative sécheresse et à partir de fin août des pluies abondantes annonçant le début de l'automne.

Le territoire communal est peu étendu et l'habitat est principalement concentré au niveau du village.

3.1 Données de population

La commune de Bonnal comptait 30 habitants au dernier recensement de 2014 (source INSEE). Selon madame le maire, elle compterait actuellement 32 habitants. L'évolution au cours des dernières décennies se présente dans le graphique suivant.

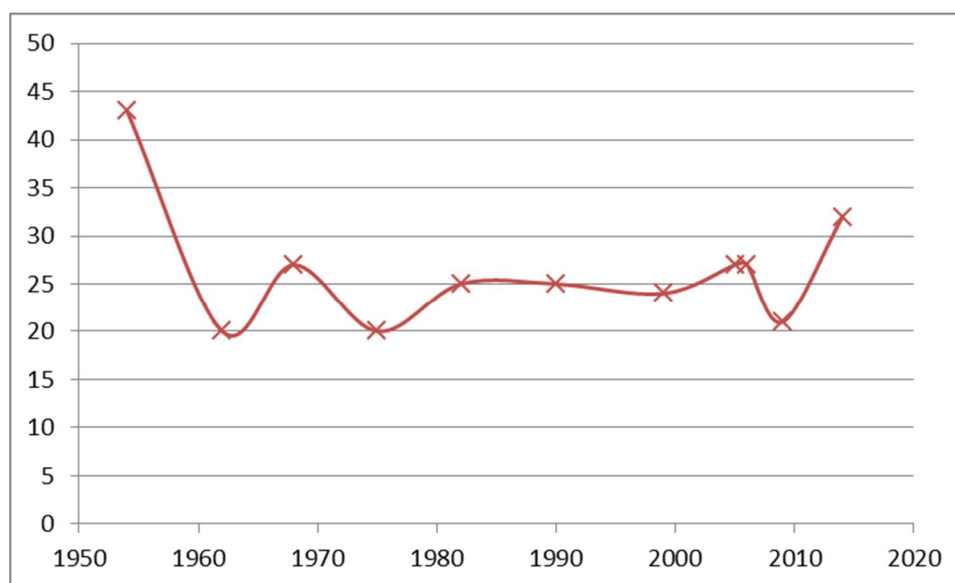


Figure 2 : Evolution de la population (source : INSEE)

L'évolution de la population à Bonnal fluctue beaucoup depuis les années 60 mais tend à augmenter légèrement ces 3 dernières années (dernières données 2013 de la mairie).

On ne peut toutefois pas s'accorder à dire que la commune de Bonnal tend vers une augmentation générale de la population dans les années à venir.

3.2 Urbanisme – logements

L'habitat sur la commune de Bonnal est regroupé en centre bourg, il n'existe pas d'écarts.

Il se compose actuellement de 20 logements (source mairie 2014 alors qu'on en comptait 17 au dernier recensement 2009) répartis en 4 habitations secondaires et 16 habitations principales.

Il n'existe plus de logements vacants.

3.3 Les activités

Outre l'activité ludique du camping de Bonnal, qui fonctionne en autonomie (possédant sa propre station d'épuration), il n'existe qu'une exploitation agricole sur la commune.

Celle-ci n'influe pas sur les charges de pollution étant donné qu'elle s'alimente en eau par un forage et qu'il s'agit d'un fonctionnement en aire paillée intégrale.

Un possible impact sur le milieu peut donc intervenir en cas de mauvais fonctionnement des systèmes de traitement en place mais également en cas de rejets d'eaux usées dans les réseaux d'eaux pluviales qui se rejettent dans l'Ognon

Le milieu naturel susceptible d'être mis en jeu correspond ainsi à la fois au milieu superficiel (réseau hydrographique avec l'Ognon) et au milieu souterrain (infiltration dans les alluvions).

4.2.1 Qualité

L'Ognon et le ruisseau de l'Etang font l'objet d'une surveillance.

Les données de qualité sont tirées du réseau de suivi (réseau de contrôle de surveillance ou suivi occasionnel) au niveau de deux stations. De 2007 à 2011 pour l'Ognon et 2011 pour le ruisseau de l'Etang.

Les résultats sont présentés conformément à l'arrêté du 25 janvier 2010 relatif aux méthodes et critères d'évaluation de l'état écologique, de l'état chimique et du potentiel écologique des eaux de surface

État des eaux de la station														
Années (1)	Bilan de l'oxygène	Température	Ilutriments	Acidification	Salinité	Polluants spécifiques	Invertébrés benthiques	Diatomées	Poissons (2)	Hydromorphologie	Pressions hydromorphologiques	ÉTAT ÉCOLOGIQUE	POTENTIEL ÉCOLOGIQUE	ÉTAT CHIMIQUE
2011	BE	TBE	BE	BE	Ind	BE	TBE	BE	MOY			MOY		MAUV ①
2010	BE	TBE	BE	TBE	Ind	BE	TBE	BE	MOY			MOY		MAUV ①
2009	TBE	TBE	BE	TBE	Ind	BE	TBE	MOY	MOY			MOY		MAUV ①
2008	TBE	TBE	BE	TBE	Ind	BE	TBE	BE	MOY			MOY		MAUV ①
2007	TBE	TBE	BE	BE	Ind		TBE	BE				BE		

Figure 4 : Qualité de l'Ognon à Chassey-les-Montbozon

État des eaux de la station														
Années (1)	Bilan de l'oxygène	Température	Ilutriments	Acidification	Salinité	Polluants spécifiques	Invertébrés benthiques	Diatomées	Poissons (2)	Hydromorphologie	Pressions hydromorphologiques	ÉTAT ÉCOLOGIQUE	POTENTIEL ÉCOLOGIQUE	ÉTAT CHIMIQUE
2011	MOY ①	TBE	MOY ①	TBE	Ind		BE	BE				MOY		

Figure 5: Qualité du ruisseau de l'Etang

État écologique	
TBE	Très bon état
BE	Bon état
MOY	État moyen
MED	État médiocre
MAUV	État mauvais
Ind	État indéterminé : absence actuelle de limites de classes pour le paramètre considéré, ou absence actuelle de référence pour le type considéré (biologie), ou données insuffisantes pour déterminer un état (physicochimie). Pour les diatomées, la classe d'état affichée sera "indéterminé" si l'indice est calculé avec une version de la norme différente de celle de 2007 (Norme AFNOR NF T 90-354)
NC	Non Concerné
	Absence de données

État chimique	
BE	Bon état
MAUV	Non atteinte du bon état
Ind	Information insuffisante pour attribuer un état
	Absence de données

Les dernières données de qualité indiquent un état écologique moyen des deux cours d'eau. La rivière Ognon n'atteint pas le bon état chimique au niveau de Chassey-les-Montbozon.

4.2.2 Objectifs de qualité

La directive cadre sur l'eau (DCE) d'octobre 2000 a donné une nouvelle impulsion à la politique de l'eau des états membres de l'union européenne. Transcrite en droit français par la Loi n°2004-338 du 21 avril 2004, elle fixe un objectif d'atteinte du « bon état des eaux » à l'horizon 2015.

Ainsi parmi les nouveaux objectifs environnementaux établis par la DCE, les principaux objectifs repris dans le SDAGE sont les suivants :

- Atteindre le bon état en 2015, avec des adaptations pour les masses d'eau artificielles ou fortement modifiées (atteinte du bon potentiel écologique et du bon état chimique).
- Assurer la continuité écologique sur les cours d'eau, qui est en lien direct avec le bon état écologique.
- Ne pas détériorer l'existant, ce qui s'entend comme le non changement de classe d'état.
- Atteindre toutes les normes et objectifs en zones protégées au plus tard en 2015.
- Supprimer les rejets de substances dangereuses prioritaires et réduire ceux des substances prioritaires.

A noter que les objectifs environnementaux « DCE » sont fixés par masse d'eau. Ces objectifs remplacent ainsi les objectifs de qualité tels qu'ils étaient encore définis en France et sont intégrés dans le nouveau SDAGE.

Le bon état d'une eau de surface est considéré comme atteint lorsque son état écologique et son état chimique sont au moins bons.

Dans le secteur d'étude, les masses d'eau à considérer sont le ruisseau de l'Etang (masse d'eau « Ruisseau de l'Etang » - code FRDR10198) et l'Ognon (masse d'eau « L'Ognon du Lauzin à la Linotte » - code FRDR2025), les objectifs d'état retenus dans le cadre de l'application du SDAGE Rhône Méditerranée sur la rivière sont les suivants :

'Ognon du Lauzin à la Linotte -code FRDR2025				
Objectifs d'état retenus			Justification	
Global	Ecologique	Chimique	Cause	Paramètre
Bon état en 2027	Bon état en 2015	Bon état en 2027	CN ¹	Autres polluants

CN ¹ Condition naturelle

Ruisseau de l'Etang - code FRDR10198		
Objectifs d'état retenus		
Global	Ecologique	Chimique
Bon état en 2015	Bon état en 2015	Bon état en 2015

Les dernières données de qualité indiquent donc que l'objectif de qualité global n'était toujours pas respecté pour l'Ognon au niveau de Chassey-les-Montbozon pour les dernières données.

Le ruisseau de l'étang est passé d'un bon état écologique à un état moyen, son état ne doit pas se dégrader dans les années à venir s'il veut atteindre l'objectif 2015.

5 LES ZONES INONDABLES

Les P.P.R sont issus de la loi n°95-101 du 2 février 1995, dite de renforcement de la protection de l'environnement. La mise en œuvre d'une procédure de P.P.R.I vise deux objectifs.

- Interdire les implantations humaines dans les zones dangereuses et les limites dans les autres zones inondables,
- Préserver les capacités d'écoulement et d'expansion des crues pour ne pas aggraver les risques pour les zones situées en aval.

Actuellement, le PPRI est issu de l'arrêté préfectoral numéro 25-2017-04-24-004 du 24 Avril 2017. .

Le secteur d'étude se situe partiellement dans une zone soumise à l'aléa inondation. La zone d'inondation fournie par le site de la préfecture de Haute-Saône, à titre d'information préventive caractérise l'étendue de cette zone qui atteint une largeur inférieure à 100 mètres au niveau du camping et n'atteint pas la station d'épuration.

La carte suivante est une carte des Plus Hautes Eaux connues dont le contour s'est basé sur le contour de la crue de 1982, d'après les constats, effectués par la DDE de l'époque.

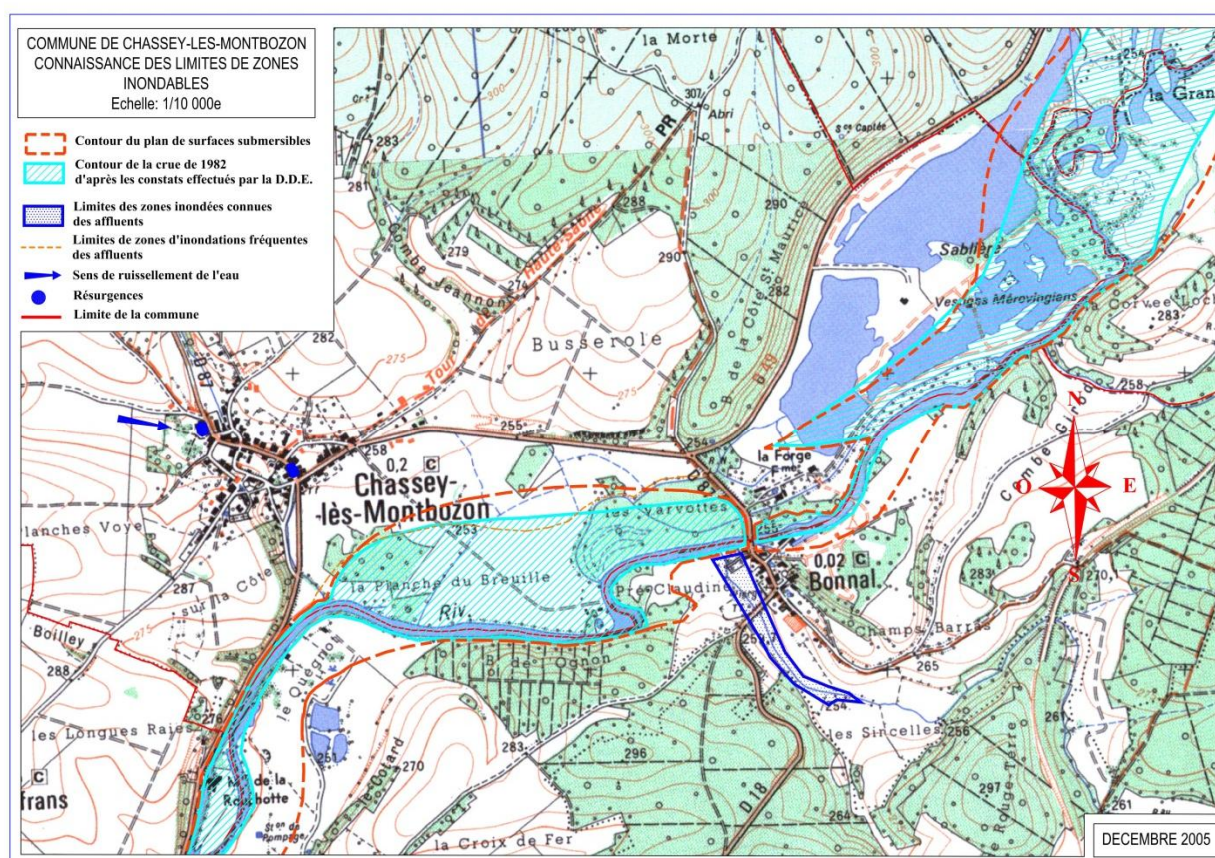


Figure 1 : Carte de limite de la zone inondable de l'Ognon au niveau de Bonnal (source : préfecture de Haute-Saône)

6 LES ZONES NATURELLES

Sur la commune de Bonnal, plusieurs zones naturelles présentant un intérêt particulier recensées par la DREAL de Franche-Comté. Ces zones sont les suivantes :

6.1 Zones naturelles d'Intérêt écologique, Faunistique et Floristique (ZNIEFF)

Une ZNIEFF, Zone Naturelle d'Intérêt Ecologique, Faunistique et Floristique, est une portion de territoire particulièrement intéressant par la richesse de sa faune, de sa flore et de ses milieux naturels. L'inventaire ZNIEFF est un outil de connaissance et n'a pas en lui-même de valeur juridique directe.

- Les ZNIEFF de type I sont des secteurs de superficie souvent limitée définis par la présence d'espèces, d'associations d'espèces ou de milieux rares, remarquables ou caractéristiques du patrimoine naturel national ou régional.
- Les ZNIEFF de type II sont de grands ensembles naturels (massifs forestiers, vallées, plateaux, estuaires,...) riches et peu modifiés ou, qui offrent des potentialités biologiques importantes. Elles se distinguent du reste du territoire régional environnant par son contenu patrimonial plus riche et son degré d'artificialisation plus faible.

Le site d'implantation de la station d'épuration des eaux usées du camping du Val de Bonnal se situe en dehors des ZNIEFF de type I et II. Cependant, le rejet de la station d'épuration s'effectue dans la ZNIEFF de type II « Vallée de l'Ognon de Villersexel à Moncley » n°430010440.

La carte suivante présente la localisation des ZNIEFF par rapport à la station d'épuration du camping du val de Bonnal.

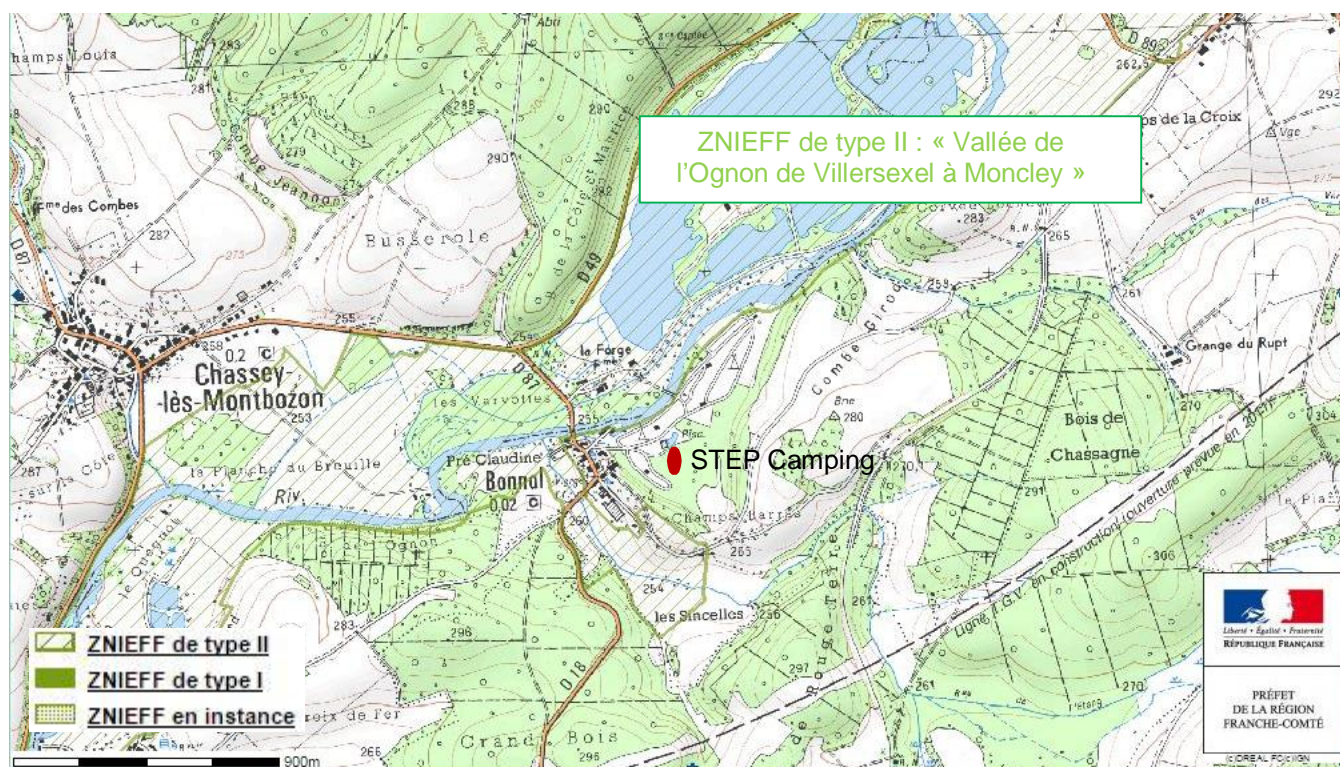


Figure 2 : Carte de localisation des ZNIEFF de type I et II par rapport au projet (source : CARMEN DREAL Franche-Comté)

6.2 Zones humides

Les zones humides sont des terrains exploités ou non, habituellement inondés ou gorgés d'eau douce, salée ou saumâtre de façon permanente ou temporaire. La végétation quand elle existe, y est dominée par des plantes hygrophiles pendant au moins une partie de l'année.

La DREAL Franche-Comté a recensé des zones humides supérieures à un hectare sur le territoire communal de Bonnal. Elles se situent en lit majeur de l'Ognon et du ruisseau de la prairie.

Le village de Bonnal ne se situe pas au sein d'une zone humide supérieure à un hectare.

La carte suivante localise les zones humides sur le territoire de Bonnal.

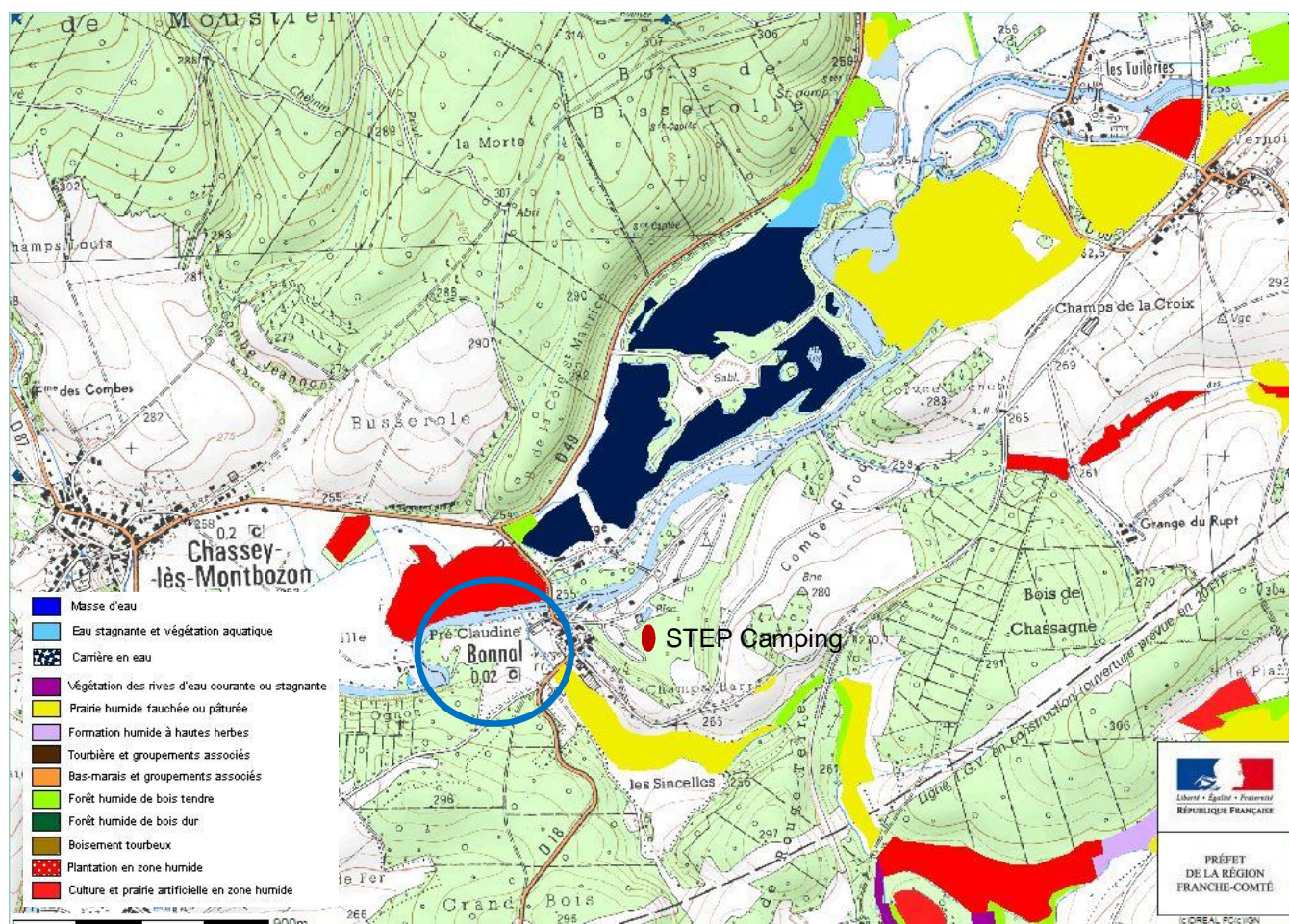


Figure 3 : Carte de localisation des zones humides (source : DREAL Franche-Comté)

6.3 Natura 2000

Le réseau NATURA 2000 doit contribuer à atteindre les objectifs internationaux de biodiversité tout en tenant compte des exigences économiques, sociales et culturelles. Il vise à assurer le maintien ou le rétablissement dans un état de conservation favorable des habitats naturels et habitats d'espèces de faune et de flore d'intérêt communautaire

Ce réseau sera constitué à terme :

- des Zones de Protection Spéciales (ZPS) issues de la directive Oiseaux,
- des Zones Spéciales de Conservation (ZSC) issues de la directive Habitats.

L'existence d'un site Natura 2000 implique que tout projet devra, par le biais d'une « étude d'incidence sur le site Natura 2000 », démontrer l'absence d'incidence significative sur le site. Le cas échéant seuls les projets d'intérêt public majeur seront autorisés et dans ce cas des mesures compensatoires seront mises en place afin de maintenir la protection et la cohérence globale du réseau.

Le village ne se situe pas au sein d'un site Natura 2000. Le site Natura 2000 le plus proche correspond à la « Moyenne Vallée du Doubs » (FR4301294 et FR4312010) qui se situe à environ 15 kilomètres au Sud de Bonnal.

La carte suivante présente le village par rapport au réseau Natura 2000.

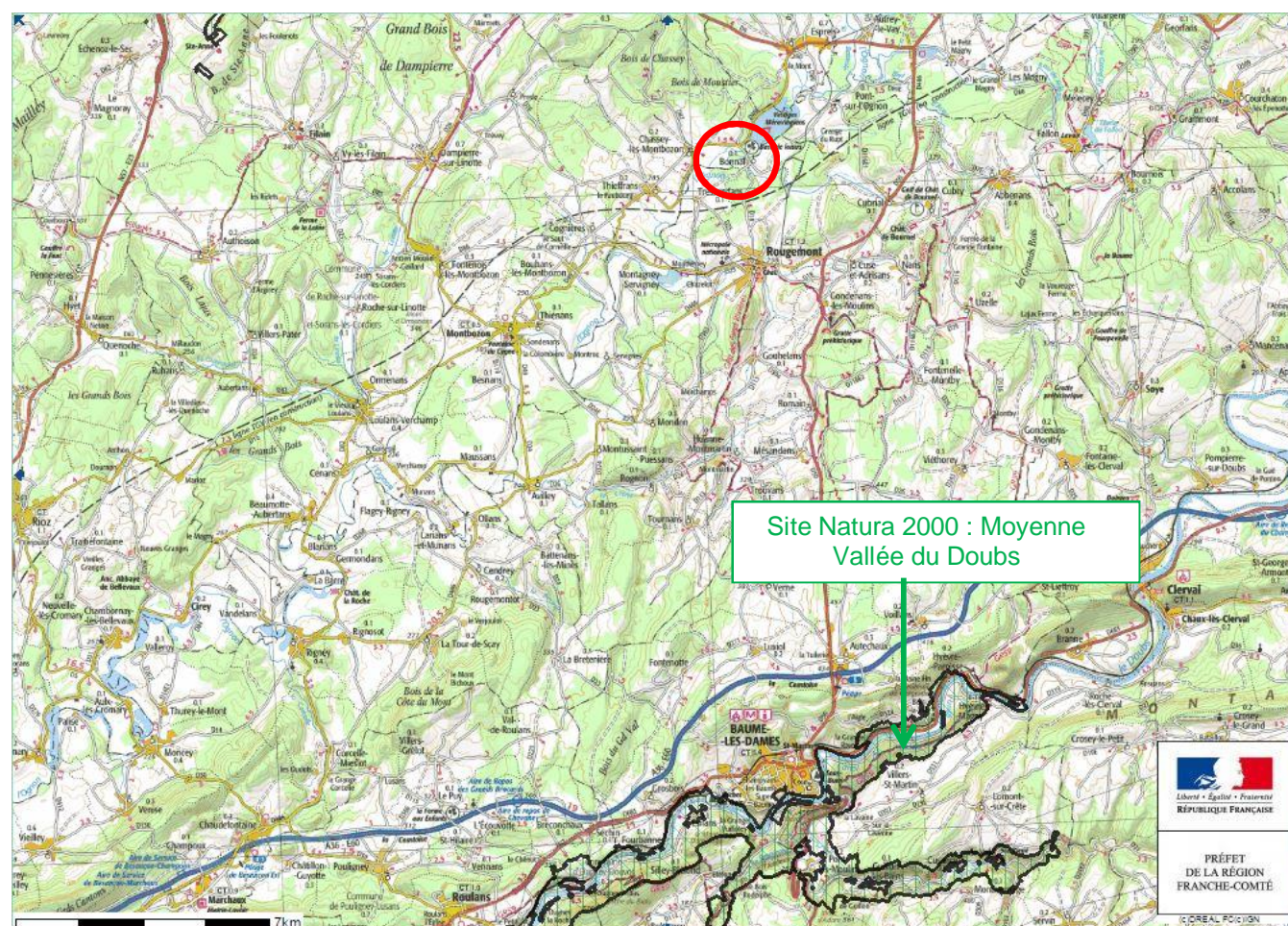


Figure 4 : Localisation des sites Natura 2000 à proximité de l'ouvrage ROE 56132 (Source : Carmen DREAL Franche-Comté)

A l'amont de Besançon, depuis Baume-les-Dames (entre Hyèvre-Paroisse et Deluz), le Doubs emprunte une vallée relativement étroite bordée, au nord par les Avants-Monts et au sud par le Faisceau bisontin et le Lomont. Les versants pentus sont le plus souvent recouverts d'une forêt de feuillus entrecoupée de barres rocheuses et d'éboulis.

Ce paysage est constitué en grande partie d'habitats d'intérêt communautaire propices à de nombreuses espèces d'oiseaux remarquables. En effet, l'exposition et la nature du substrat de ce site conditionnent la venue de plusieurs types forestiers.

Avec la forêt, un certain nombre de milieux herbacés ont élu domicile sur les versants, les éboulis et les rebords de corniche bien exposés. La « Moyenne Vallée du Doubs » comporte une grande diversité de milieux constitués :

- de nombreuses falaises permettant la nidification d'oiseaux typiques de ces milieux rupestres (Faucon pèlerin).
- de cavités souterraines des massifs calcaires abritant 18 espèces protégées de chauves-souris dont 9 sont d'intérêt communautaire.
- de massifs forestiers de pente difficiles d'accès et au caractère naturel très marqué constituant un habitat favorable pour le Lynx.
- de zones humides telles que le marais de Saône abritant différents insectes inféodés ce type de milieu inscrits à la directive habitats naturels.

Le Doubs abrite 31 espèces de poissons dont 4 d'intérêt communautaire. Cet effectif est l'un des plus élevés du réseau hydrographique français.

Ce site Natura 2000 s'étend sur 6 269 ha et son altitude varie entre 242m et 602m.

Ce même périmètre est désigné à la fois au titre de la Directive Habitats, Faune Flore et de la Directive Oiseaux. Ce site est ainsi :

- inscrit comme Zone de Protection Spéciale, FR4312010 au titre de la Directive Oiseaux (classement en ZPS en avril 2006),
- proposé comme Site d'Intérêt Communautaire, FR4301294 au titre de la Directive Habitats, Faune Flore (proposition en SIC en décembre 1998).

Au vue de la richesse écologique de ce site Natura 2000, les différentes mesures de prévention et de protection sont les suivantes :

- Veiller au maintien de l'ouverture des pelouses ;
- Veiller à la pratique d'une gestion sylvicole adaptée et à la présence de certaines espèces ;
- Respecter la tranquillité des sites de nidification des espèces rupestres ;
- Entretenir ou créer des passes à poissons au niveau des barrages ;
- Réduire les apports de polluants agricoles, industriels ou domestiques dans les cours d'eau.

7 LES RESSOURCES EN EAU POTABLE

D'après l'ARS du Doubs, aucune exploitation de la ressource en eau n'est signalée, mais il existe des captages en amont et en aval :

- En amont, captage du camping et captage « Combe barbelin »
- En aval, captage de Tressandans

Le captage de la « Combe barbelin » utilisé pour l'alimentation en eau potable de Bonnal est situé en amont du point de rejet de la station d'épuration du camping. Il en est de même pour le captage du camping.

Le captage de Tressandans qui ne fait pas encore l'objet d'une mesure de protection, est utilisé pour l'alimentation en eau potable de la commune. Il est situé en aval, à environ trois kilomètres. Ce puits exploite les alluvions de l'Ognon.

Ces captages et leurs périmètres de protection sont présentés sur la carte ci-après.

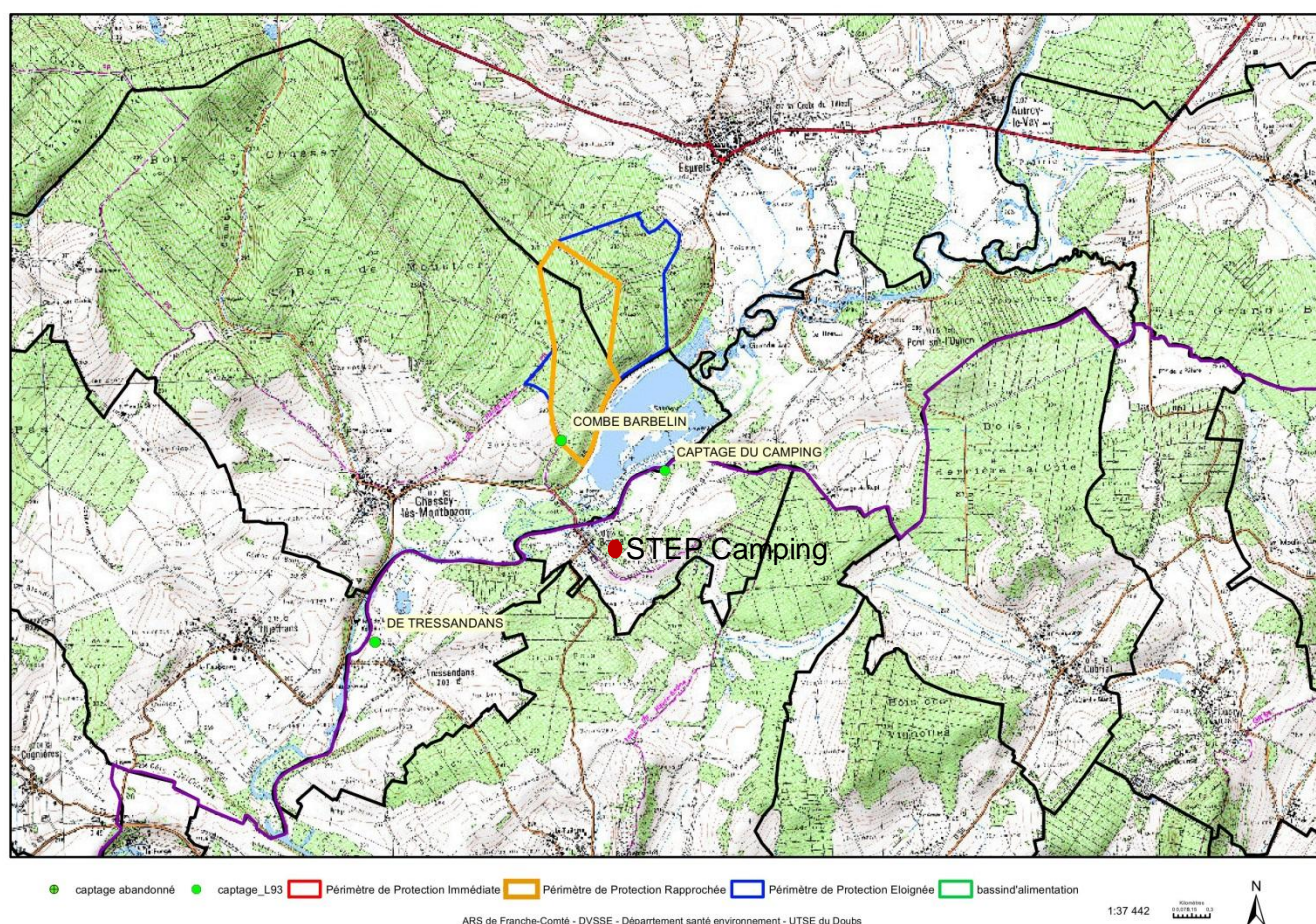


Figure 10 : Carte de localisation des captages AEP sur la commune de Bonnal et à proximité (source : ARS Franche-Comté)

7.1 Vulnérabilité des eaux souterraines

La vulnérabilité d'un aquifère représente la facilité avec laquelle un polluant va pouvoir atteindre la nappe. Le degré de vulnérabilité est fonction du type de pollution (nature et quantité) mais également d'autres paramètres liés à la géologie :

- Lithologie des formations géologiques de la zone non saturée,
- Epaisseur des terrains non saturés,

- Fracturation et/ou karstification

La sensibilité des eaux souterraines dépend non seulement de leur vulnérabilité, mais également de l'intérêt économique de la ressource et des usages (captages AEP, forages agricoles, puits domestiques).

Les eaux souterraines du secteur d'étude présentent ainsi une forte vulnérabilité puisque le sous-sol est constitué de formations alluviales perméables.

Les eaux souterraines du secteur d'étude présentent également une forte sensibilité en raison de la présence d'un captage pour l'alimentation en eau potable en aval du projet. Il se situe toutefois à 3 kilomètres du rejet de la station.

8 L'ASSAINISSEMENT DANS LA COMMUNE

Il n'existe pas de réseau d'assainissement sur la commune de Bonnal. Seules deux antennes de réseaux sont présentes pour évacuer les eaux pluviales. Toutes les habitations sont donc équipées d'un système d'assainissement non collectif.

Il faut cependant rappeler que le camping possède son propre système d'assainissement avec réseau et station d'épuration. Cette station réalisée en 1979 pour 650 Equivalents Habitants, fonctionne à partir du mois de mai pour s'arrêter 2 à 3 mois après la fin de l'activité estivale du camping. Cette station a fait l'objet d'une régularisation administrative en 2015.

8.1 Bilan de l'assainissement non collectif

Afin de faire la synthèse des installations d'assainissement non collectif, nous avons demandé au SPANC de la Communauté de Communes du Pays de Villersexel de nous fournir les enquêtes réalisées sur les habitations de Bonnal.

Comme la Communauté de Communes n'a pas donné suite à notre demande, nous avons relancé un questionnaire afin d'obtenir les informations souhaitées. Cette relance et une permanence en Mairie aura permis d'obtenir les informations demandées pour 9 habitations (sur une vingtaine de questionnaires) ainsi que des informations sur la présence ou non de fosse septiques (indications de Madame la Maire).

Ses informations sont reportées sur le plan "état de l'assainissement actuel" et les questionnaires sont présentés en annexe 1 de ce dossier.

En conclusions :

- pratiquement tous les habitations sont équipées de fosses septiques (1 maison rejette directement les effluents dans l'Ognon), puis envoient les effluents sur dans une tranchée d'épandage.
- Trois habitations rejettent leurs effluents, directement dans la rivière, depuis la sortie de la fosse (maisons 4.-.5 – 6).
- Il n'y a pas de problèmes de salubrité publique et d'odeur de signalé (hormis l'habitation qui rejette sans prétraitement
- L'essentiel des habitations possèdent suffisamment de surface pour la mise en place d'un système d'assainissement non collectif individuel ou regroupé.
- La solution du maintien de l'assainissement non collectif sur la commune de Bonnal est envisageable.

9 LE SCHEMA DIRECTEUR D'ASSAINISSEMENT

Afin d'aider la commune dans son choix de filière d'assainissement à mettre en œuvre, l'éventualité de la création d'un système d'assainissement collectif est étudiée.

9.1 Assainissement collectif sur tout le village.

La pose d'un réseau d'eau usée est possible sur l'arrière des habitations jusqu'à proximité de la rivière. A l'extrémité de ce réseau, un poste de refoulement sera nécessaire pour envoyer les effluents sur un système de traitement type filtre planté de roseaux qui pourrait se situer le long de la route de Rougemont. Deux antennes de réseaux sont à réaliser pour récupérer les effluents des habitations situées côté droit de la route en direction du Val de Bonnal.

Ce scénario est présenté sur le plan " Assainissement collectif".

9.1.1 Estimations des travaux projetés

Le tableau suivant présente le coût des travaux pour de l'assainissement collectif.

BONNAL			
Réalisation d'un système d'assainissement collectif			
Nature des travaux	Quantité en ml ou unité	Prix unitaire	Total
<i>Phase 1</i>			
Pose d'un réseau d'eaux usées sur tout le village	660	220 €	145 200 €
Réalisation de branchements	17	1 500 €	25 500 €
Pose d'un poste de refoulement	1	35 000 €	35 000 €
Pose d'une conduite de refoulement vers le système de traitement	320	120 €	38 400 €
Réalisation d'un système de traitement 50 EH type filtre planté (implantation à définir)	1	90 000 €	90 000 €
Total :			334 100 €
Divers et imprévus (15%)			50 115 €
Travaux TOTAL arrondi H.T.			385 000 €
Maîtrise d'Œuvre et études connexes (15%)			57 750 €
Montant TOTAL du Projet arrondi H.T.			443 000 €

Ce montant n'intègre pas l'acquisition foncière nécessaire pour l'implantation du système de traitement et du poste de refoulement.

9.1.2 Impact sur le prix de l'eau

L'impact sur le prix de l'eau est calculé sur la base suivante :

- Les montants des subventions possibles de la part du Conseil Départemental et de l'Agence de l'Eau sont des estimations. Ils devront être confirmés en cas d'engagement du projet.
- La commune emprunte la totalité du montant des reliquats à financer
- Les prêts engagés sont sur une durée de 30 ans à un taux d'intérêt fixe de 2.5 %
- Les annuités sont répercutées sur le volume d'eau annuel consommé

Le tableau suivant présente l'impact des travaux sur le prix de l'eau.

BONNAL Réalisation d'un système d'assainissement collectif							
Nature des travaux	Montant travaux arrondi	Subvention Agence Eau 20%	Subvention Conseil Départemental 30%	Reliquat à financer	Annuité	Volumes assujettis	Impact sur la prix de l'eau
<i>Phase 1</i>							
Réalisation d'un système d'assainissement collectif	443 000 €	88 600 €	132 900 €	221 500 €	10 500 €	2000	5,25 €

9.2 Assainissement non collectif

Actuellement, la communauté de communes du pays de Villersexel est en charge de la gestion du SPANC (Service Public de l'Assainissement Non Collectif), elle réalise :

- Contrôle de l'existant ; 1^{er} contrôle et contrôle périodique tous les 4 ans
- Constructions neuves
- Contrôles avant cession

Depuis le 1er janvier 2006, la Loi sur l'Eau de 1992 a imposé aux collectivités de conduire un certain nombre de contrôles sur les installations d'assainissement autonome.

Des textes plus récents (nouvelle loi sur l'eau de décembre 2006, arrêté du 22 juin 2007 et surtout les 2 arrêtés du 07 septembre 2009) ont précisé le rôle des collectivités et leurs obligations. Ces arrêtés concernent d'une part les « prescriptions techniques applicables aux installations d'assainissement non collectif » et d'autre part les « modalités d'exécution de la mission de contrôle »

La loi Grenelle 2 de juillet 2010 a entraîné des modifications qui sont reprises dans les arrêtés 7 mars 2012 et 27 avril 2012 qui modifient les premiers textes et les rendent cohérents à la nouvelle législation. Ils s'appliquent depuis le 1er juillet 2012.

Les principes généraux applicables à tous les systèmes d'assainissement non collectif ne changent pas : ces installations ne doivent pas porter atteinte à la salubrité publique, à la qualité du milieu récepteur, ni à la sécurité des personnes. Elles ne doivent pas non plus présenter de risques de pollution des eaux souterraines ou superficielles particulièrement celles prélevées en vue de la consommation humaine.

Par contre, on distingue maintenant les installations neuves ou à réhabiliter de celles existantes.

Ainsi toute installation réalisée après le 9 octobre 2009 doit être considérée comme une installation « neuve ou à réhabiliter ».

Pour celle-ci, tout projet d'installation doit faire l'objet d'un avis favorable des services du SPANC.

Au préalable de tout projet d'installation d'un ANC, le propriétaire doit soumettre son projet aux services du SPANC. Ce projet devra obligatoirement correspondre à une étude de sol et de définition de filière jointe au dossier. A l'issue du contrôle il sera délivré au propriétaire un rapport de contrôle conception.

Avant mise en service de l'installation, un nouveau contrôle sera effectué sur le terrain, en tranchées ouvertes.

Les propriétaires d'installations conçues, réalisées ou réhabilitées à partir du 1er juillet 2012 doivent aussi tenir à disposition un schéma localisant sur la parcelle l'ensemble des dispositifs constituant l'installation.

Enfin à partir du 1er juillet 2013, il convient de prendre en compte le nouveau règlement « Produits de construction » (qualité des produits mis en vente sur le marché).

L'arrêté du 27 avril 2012 rentrant également en vigueur le 1er juillet 2012 précise les modalités des missions de contrôle, vise à les simplifier et à les harmoniser à l'échelle du territoire français.

On y retrouve de manière claire les notions de « danger pour la santé des personnes » et « risque environnement avéré » ainsi que la distinction entre les installations neuves et celles existantes.

Pour les habitations « existantes », il s'agit de la vérification du fonctionnement et de l'entretien.

Pour les habitations « neuves ou à réhabiliter », il s'agit de l'examen de la conception et de la vérification de l'exécution.

Cet arrêté vise surtout à clarifier les conditions dans lesquelles les travaux sont obligatoires pour les installations existantes.

Une mise aux normes sera obligatoire si :

- L'installation présente un danger pour la santé des personnes : défaut de sécurité sanitaire (possibilités de contact avec des eaux usées), défaut de structure ou de fermeture des ouvrages.
- L'installation est incomplète ou significativement incomplète ou présentant des dysfonctionnements majeurs. (pas de prétraitement, pas de traitement)
- L'installation est dans une zone « à enjeu sanitaire » : zone de baignade, périmètre de protection rapprochée ou éloignée d'un captage ou tout simplement zone définie par arrêté du maire ou du préfet pour de multiples raisons (zone de baignade, pisciculture, activités nautiques,...). la collectivité doit se rapprocher des autorités compétentes pour connaître ces zones (ARS, DDT, Préfecture, mairie.
- L'installation présente un risque avéré de pollution de l'environnement (gros dysfonctionnements)
- L'installation est dans une zone à enjeu environnemental (SDAGE, SAGE) où a été mise en évidence une pollution par l'assainissement non collectif.

L'arrêté du 27 avril précise les points qui nécessiteront des travaux de réhabilitation. Pour exemple, on peut citer une fosse septique seule ou un traitement seul, un rejet d'eaux partiellement traitées dans un puisard ou un cours d'eau, un rejet d'eaux brutes l'air libre, une fosse qui déborde (cf arrêté du 27 avril 2012)

La collectivité doit avertir le particulier des dysfonctionnements, lui préciser les raisons de la demande de réhabilitation.

Les travaux de réhabilitation sont à réaliser sous 4 ans en cas de danger sanitaire ou de risque environnemental avéré.

En cas de cession, ils sont à réaliser au plus tard 1 an après la vente si l'installation est non conforme.

Le tableau ci-dessous extrait de l'arrêté du 27 avril 2012 définit les conditions de réhabilitation des installations existantes.

Problèmes constatés sur l'installation	Zone à enjeux sanitaires ou environnementaux		
	NON	OUI	
		<i>Enjeux sanitaires</i>	<i>Enjeux environnementaux</i>
<input type="checkbox"/> Absence d'installation	Non respect de l'article L. 1331-1-1 du code de la santé publique ★ Mise en demeure de réaliser une installation conforme ★ Travaux à réaliser dans les meilleurs délais		
<input type="checkbox"/> Défaut de sécurité sanitaire (contact direct, transmission de maladies par vecteurs, nuisances olfactives récurrentes) <input type="checkbox"/> Défaut de structure ou de fermeture des ouvrages constituant l'installation <input type="checkbox"/> Implantation à moins de 35 mètres en amont hydraulique d'un puits privé déclaré et utilisé pour l'alimentation en eau potable d'un bâtiment ne pouvant pas être raccordé au réseau public de distribution	Installation non conforme > Danger pour la santé des personnes Article 4 - cas a) ★ Travaux obligatoires sous 4 ans ★ Travaux dans un délai de 1 an si vente		
<input type="checkbox"/> Installation incomplète <input type="checkbox"/> Installation significativement sous-dimensionnée <input type="checkbox"/> Installation présentant des dysfonctionnements majeurs	Installation non conforme Article 4 - cas c) ★ Travaux dans un délai de 1 an si vente	Installation non conforme > Danger pour la santé des personnes Article 4 - cas a) ★ Travaux obligatoires sous 4 ans ★ Travaux dans un délai de 1 an si vente	Installation non conforme > Risque environnemental avéré Article 4 - cas b) ★ Travaux obligatoires sous 4 ans ★ Travaux dans un délai de 1 an si vente
<input type="checkbox"/> Installation présentant des défauts d'entretien ou une usure de l'un de ses éléments constitutifs	★ Liste de recommandations pour améliorer le fonctionnement de l'installation		

A ces prestations obligatoires, peuvent s'ajouter des prestations optionnelles :

- - Assurer à la demande du propriétaire, l'entretien des installations, les travaux de réhabilitation ou de réalisation.
- - Assurer le traitement des matières de vidange issues de ces installations.

10 LE ZONAGE

Dans un cadre général, la délimitation des zones d'assainissement « *collectif* » et « *non collectif* » est définie en tenant compte des réflexions de la commune en matière d'urbanisation et de la situation actuelle. Elle prend également en compte les caractéristiques topographiques, l'extension actuelle des réseaux et les prévisions d'extension.

L'impact financier des travaux envisageables est également important. En effet, il ne faut pas que le coût des travaux mettent en péril le budget de la commune et n'entraînent pas une augmentation trop importante du prix de l'eau potable et de la taxe d'assainissement pour les abonnés.

Un zonage collectif est défini sur la base du parcellaire actuel, toute modification importante de ce dernier pourra entraîner une remise en cause de cette limite. Il correspond aux limites des zones où les constructions sont techniquement raccordables.

La zone d'assainissement non collectif regroupe le reste du territoire communal non défini en assainissement collectif :

Il est important de préciser que le classement d'une zone en assainissement non collectif ne ferme pas totalement la possibilité de son raccordement ; il signifie simplement que le raccordement n'est pas jugé implicite et qu'il nécessitera d'être étudié au cas par cas par la municipalité.

Dans notre cas, compte tenu que toutes les habitations sont actuellement en non collectif, qu'il n'y a pas de réseau de collecte et que la réalisation d'un système d'assainissement collectif entraînerait une augmentation trop importante du prix de l'eau, **la commune de Bonnal décide de zoner l'ensemble de son territoire en zone d'assainissement non collectif.**

10.1 Eaux usées

10.1.1 Les zones relevant de l'assainissement non collectif

10.1.1.1 DELIMITATION

La zone d'assainissement non collectif regroupe :

- l'ensemble du territoire communal

Le règlement d'assainissement non collectif applicable est celui de la Communauté de Communes du Pays de Villersexel présenté en annexe 2.

10.2 Eaux pluviales

L'esprit de la Loi sur l'Eau dans son volet pluvial est d'atteindre un double objectif :

- limiter l'impact de l'imperméabilisation des sols et assurer la maîtrise des débits d'écoulements des eaux pluviales et des eaux de ruissellement ;
- limiter les impacts qualitatifs sur les milieux naturels sensibles au niveau des points de rejets principaux des eaux pluviales collectées.

Dans le cas de Bonnal, les eaux pluviales sont la plupart du temps infiltrées à la parcelle ou collectées et rejetées dans l'Ognon via le réseau pluvial.

Cependant, tout aménagement d'urbanisation conséquent, tel que la réalisation d'un lotissement par exemple, doit faire l'objet d'une attention particulière quant à la gestion des écoulements d'eaux pluviales qu'il induit. Si la nature et la taille du projet l'impose, il fera l'objet d'une procédure telle que l'exige la loi sur l'Eau dans son décret du 29 mars 1993.

Dès lors que les résultats d'une étude réalisée par un cabinet spécialisé démontrent la possibilité de collecte et d'infiltration des eaux pluviales, ceci peut être réalisé.

Annexe I

Enquêtes assainissement non collectif

NOM, Prénom :
Adresse complète:
Lieudit:

HABITAT

Résidence ☒ principale
☐ secondaire ⇒ durée d'occupation par an :
Propriétaire ☒ année d'acquisition de l'habitation : 1975 ?
Locataire ☐ noms et adresse du propriétaire : BRAUCOURT Suzanne -
12 Rue du S. V. V. -
Bonnal 25880

Habitants : Habitants permanents et habitants saisonniers

Nombre de pièces principales dans l'habitation (= chambres + salon séjour) : 7

Votre construction comprend-elle des locaux autres que des logements (commerciaux, agricoles, industriels) ?

☐ Oui de quel type : GARAGE
☐ Non

Si oui, existe-t-il des rejets autres que domestiques, lesquels, comment sont-ils évacués ?

Mode d'alimentation en eau (réseau de distribution, citerne, puits, source) : Distribution

TYPE D'ASSAINISSEMENT

Vos rejets sont ils :

☐ Raccordés au réseau communal d'assainissement
☒ Non raccordés au réseau communal d'assainissement

Votre habitation est elle :

☐ Sans fosse septique
☒ Avec fosse septique → ☒ Fosse septique simple (WC uniquement)
☐ Fosse septique toutes eaux (WC, salle de bain, évier)
☐ Autres fosse (à purin par exemple :

Capacité de la fosse : 9 litres

Année de construction de la fosse septique : 19.. ?

Possédez vous un bac à graisses ou bac séparateur ☐ oui ⇒ volume :litres
☒ non

Tournez S.V.P. →

Si vous possédez une fosse septique simple qui ne reçoit que les eaux des W.C., quelle est la destination des eaux ménagères (cuisine, salle de bains) :

- ☐ elles rejoignent les eaux sortant de la fosse
- ☐ elles sont rejetées séparément des eaux sortant de la fosse

L'ensemble de vos rejets s'effectuent ensuite dans :

- ☐ Le réseau communal d'assainissement des Eaux Usées
- ☐ Le réseau communal d'assainissement des Eaux Pluviales
- ☐ Un fossé, un ruisseau ou une rivière
- ☒ Un puits perdu
- ☐ Un système d'épandage :
 - ☐ par tranchées filtrantes Longueur de tranchée :mètres
 - ☐ par simple drain \Rightarrow Longueur totale posée :mètres
 - ☐ par filtre à sable \Rightarrow Surface :m²

Comment sont évacuées les eaux pluviales de votre parcelle ?

- ☒ Dans un puits perdu
- ☐ Dans un fossé, une rivière ou un ruisseau
- ☐ Dans le réseau communal dans le même tuyau que les eaux usées
- ☐ Dans le réseau communal dans un tuyau différent des eaux usées
- ☐ autre :

FONCTIONNEMENT

Avez-vous des remarques ou observations particulières quant au fonctionnement de votre assainissement (problèmes d'évacuation, d'odeurs, d'entretien, autres dysfonctionnements, etc.....) ?

.....
.....
.....

ENTRETIEN et DIVERS

Vidangez-vous votre fosse ?

- ☐ Régulièrement, au moins une fois tous les cinq ans
- ☐ Régulièrement, au delà de tous les cinq ans
- ☒ Jamais ou exceptionnellement

Avez-vous déjà renouvelé vos drains, tranchées ou filtre à sable ?

- ☐ fois en ans
- ☐ Jamais

Votre fosse est-elle accessible par un camion pour sa vidange ?

- ☒ Oui
- ☐ Non

Surface de terrain disponible pour l'épandage :m²

- Pente du terrain :
- ☐ < 2 %
 - ☐ 2 à 10 %
 - ☐ > 10 %

NOM, Prénom : M et Madame Vuillein Alain
Adresse complète : 14 rue du Laiton 25650 Bonnal
Lieu dit :

HABITAT

Résidence ☒ principale
☐ secondaire ⇒ durée d'occupation par an :
Propriétaire ☒ année d'acquisition de l'habitation : 1987
Locataire ☐ noms et adresse du propriétaire :
.....
.....

Habitants : 2 Habitants permanents et 1 habitants saisonniers

Nombre de pièces principales dans l'habitation (= chambres + salon séjour) : 5

Votre construction comprend-elle des locaux autres que des logements (commerciaux, agricoles, industriels) ?

☒ Oui de quel type : Administratif
☐ Non

Si oui, existe-t-il des rejets autres que domestiques, lesquels, comment sont-ils évacués ?
.....

Mode d'alimentation en eau (réseau de distribution, citerne, puits, source) :

TYPE D'ASSAINISSEMENT

Vos rejets sont ils :

☐ Raccordés au réseau communal d'assainissement
☒ Non raccordés au réseau communal d'assainissement

Votre habitation est elle :

☐ Sans fosse septique
☒ Avec fosse septique → ☐ Fosse septique simple (WC uniquement)
☒ Fosse septique toutes eaux (WC, salle de bain, évier)
☐ Autres fosse (à purin par exemple :

Capacité de la fosse : 3000 litres

Année de construction de la fosse septique : 1970

Possédez vous un bac à graisses ou bac séparateur ☐ oui ⇒ volume :litres
☒ non

Si vous possédez une fosse septique simple qui ne reçoit que les eaux des W.C., quelle est la destination des eaux ménagères (cuisine, salle de bains) :

- ☐ elles rejoignent les eaux sortant de la fosse
- ☐ elles sont rejetées séparément des eaux sortant de la fosse

L'ensemble de vos rejets s'effectuent ensuite dans :

- ☐ Le réseau communal d'assainissement des Eaux Usées
- ☐ Le réseau communal d'assainissement des Eaux Pluviales
- ☐ Un fossé, un ruisseau ou une rivière
- ☐ Un puits perdu
- ☐ Un système d'épandage :
 - ☒ par tranchées filtrantes Longueur de tranchée : 10 mètres
 - ☐ par simple drain \Rightarrow Longueur totale posée :mètres
 - ☐ par filtre à sable \Rightarrow Surface :m²

Comment sont évacuées les eaux pluviales de votre parcelle ?

- ☒ Dans un puits perdu
- ☐ Dans un fossé, une rivière ou un ruisseau
- ☐ Dans le réseau communal dans le même tuyau que les eaux usées
- ☐ Dans le réseau communal dans un tuyau différent des eaux usées
- ☒ autre : ...Canalisations Communales...

FONCTIONNEMENT

Avez-vous des remarques ou observations particulières quant au fonctionnement de votre assainissement (problèmes d'évacuation, d'odeurs, d'entretien, autres dysfonctionnements, etc.....) ?

.....Neant.....
.....
.....

ENTRETIEN et DIVERS

Vidangez-vous votre fosse ?

- ☐ Régulièrement, au moins une fois tous les cinq ans
- ☐ Régulièrement, au delà de tous les cinq ans
- ☒ Jamais ou exceptionnellement

Avez-vous déjà renouvelé vos drains, tranchées ou filtre à sable ?

- ☒1... fois en10... ans
- ☐ Jamais

Votre fosse est-elle accessible par un camion pour sa vidange ?

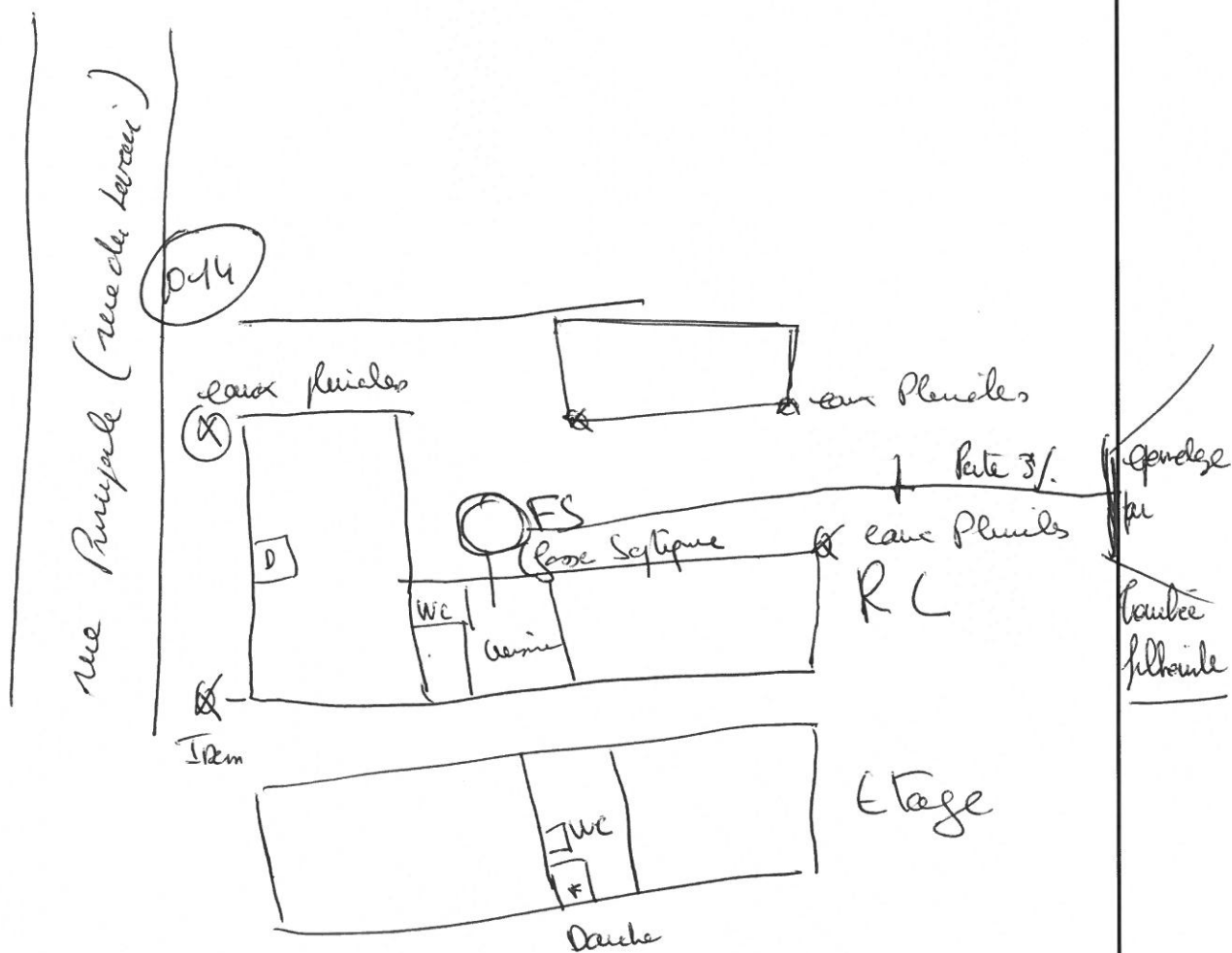
- ☒ Oui
- ☐ Non

Surface de terrain disponible pour l'épandage :1000.....m²

Pente du terrain :

- ☐ < 2 %
- ☒ 2 à 10 %
- ☐ > 10 %

Veuillez établir un croquis de votre habitation avec ses installations d'assainissement



NOM, Prénom : Wicky Danièle
Adresse complète : 14 Route de Pont l'opon 25680 BONNAC
Lieudit :

HABITAT

Résidence ☒ principale
☐ secondaire ⇒ durée d'occupation par an :
Propriétaire ☒ année d'acquisition de l'habitation : 2010
Locataire ☐ noms et adresse du propriétaire :
.....
.....

Habitants : 3 Habitants permanents et habitants saisonniers

Nombre de pièces principales dans l'habitation (= chambres + salon séjour) : 3

Votre construction comprend-elle des locaux autres que des logements (commerciaux, agricoles, industriels) ?

☐ Oui de quel type :
☒ Non

Si oui, existe-t-il des rejets autres que domestiques, lesquels, comment sont-ils évacués ?
.....

Mode d'alimentation en eau (réseau de distribution, citerne, puits, source) : Réseau de distribution

TYPE D'ASSAINISSEMENT

Vos rejets sont ils :

☐ Raccordés au réseau communal d'assainissement
☒ Non raccordés au réseau communal d'assainissement

Votre habitation est elle :

☐ Sans fosse septique
☐ Avec fosse septique → ☐ Fosse septique simple (WC uniquement)
☒ Fosse septique toutes eaux (WC, salle de bain, évier)
☐ Autres fosse (à purin par exemple :)

Capacité de la fosse : 3000 litres

Année de construction de la fosse septique : 19.. 2010

Possédez vous un bac à graisses ou bac séparateur ☐ oui ⇒ volume : litres
☒ non

Tournez S.V.P. ➔

Si vous possédez une fosse septique simple qui ne reçoit que les eaux des W.C., quelle est la destination des eaux ménagères (cuisine, salle de bains) :

- ☐ elles rejoignent les eaux sortant de la fosse
- ☐ elles sont rejetées séparément des eaux sortant de la fosse

L'ensemble de vos rejets s'effectuent ensuite dans :

- ☐ Le réseau communal d'assainissement des Eaux Usées
- ☐ Le réseau communal d'assainissement des Eaux Pluviales
- ☐ Un fossé, un ruisseau ou une rivière
- ☐ Un puits perdu
- ☒ Un système d'épandage :
 - ☒ par tranchées filtrantes Longueur de tranchée : 2x8 mètres
 - ☐ par simple drain \Rightarrow Longueur totale posée :mètres
 - ☒ par filtre à sable \Rightarrow Surface : 20 m²

Comment sont évacuées les eaux pluviales de votre parcelle ?

- ☒ Dans un puits perdu
- ☐ Dans un fossé, une rivière ou un ruisseau
- ☐ Dans le réseau communal dans le même tuyau que les eaux usées
- ☐ Dans le réseau communal dans un tuyau différent des eaux usées
- ☐ autre :

FONCTIONNEMENT

Avez-vous des remarques ou observations particulières quant au fonctionnement de votre assainissement (problèmes d'évacuation, d'odeurs, d'entretien, autres dysfonctionnements, etc.....) ?

Non

ENTRETIEN et DIVERS

Vidangez-vous votre fosse ?

- ☐ Régulièrement, au moins une fois tous les cinq ans
- ☐ Régulièrement, au delà de tous les cinq ans
- ☒ Jamais ou exceptionnellement

Avez-vous déjà renouvelé vos drains, tranchées ou filtre à sable ?

- ☐ fois en ans
- ☒ Jamais

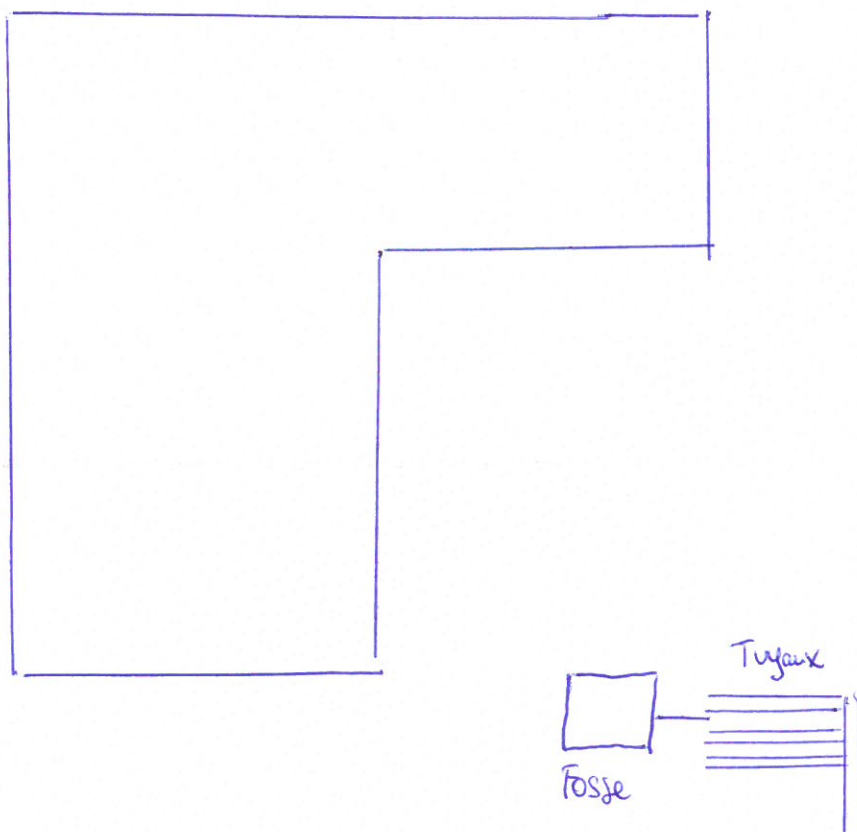
Votre fosse est-elle accessible par un camion pour sa vidange ?

- ☒ Oui
- ☐ Non

Surface de terrain disponible pour l'épandage : 100 m²

Pente du terrain : ☐ < 2 %
☒ 2 à 10 %
☐ > 10 %

Veillez établir un croquis de votre habitation avec ses installations d'assainissement



NOM, Prénom : JEANNIN Catherine
Adresse complète : 10 rue du lavoir BONNAL
Lieu dit :

HABITAT

Résidence ☐ principale
☒ secondaire ⇒ durée d'occupation par an : 6 semaines
Propriétaire ☒ année d'acquisition de l'habitation : 1961
Locataire ☐ noms et adresse du propriétaire :

Habitants : Habitants permanents et 4 habitants saisonniers

Nombre de pièces principales dans l'habitation (= chambres + salon séjour) : 6

Votre construction comprend-elle des locaux autres que des logements (commerciaux, agricoles, industriels) ?

☐ Oui de quel type :
☒ Non

Si oui, existe-t-il des rejets autres que domestiques, lesquels, comment sont-ils évacués ?

non

Mode d'alimentation en eau (réseau de distribution, citerne, puits, source) : réseau distribution

TYPE D'ASSAINISSEMENT

Vos rejets sont ils :

☐ Raccordés au réseau communal d'assainissement
☒ Non raccordés au réseau communal d'assainissement

Votre habitation est elle :

☒ Sans fosse septique
☐ Avec fosse septique ⇒ ☐ Fosse septique simple (WC uniquement)
☐ Fosse septique toutes eaux (WC, salle de bain, évier)
☐ Autres fosse (à purin par exemple :

Capacité de la fosse :litres

Année de construction de la fosse septique : 19..

Possédez vous un bac à graisses ou bac séparateur ☐ oui ⇒ volume :litres
☐ non

Tournez S.V.P. ➔

Si vous possédez une fosse septique simple qui ne reçoit que les eaux des W.C., quelle est la destination des eaux ménagères (cuisine, salle de bains) :

- ☐ elles rejoignent les eaux sortant de la fosse
- ☐ elles sont rejetées séparément des eaux sortant de la fosse

L'ensemble de vos rejets s'effectuent ensuite dans :

- ☐ Le réseau communal d'assainissement des Eaux Usées
- ☐ Le réseau communal d'assainissement des Eaux Pluviales
- ☐ Un fossé, un ruisseau ou une rivière
- ☐ Un puits perdu
- ☒ Un système d'épandage :
 - ☐ par tranchées filtrantes Longueur de tranchée :mètres
 - ☐ par simple drain \Rightarrow Longueur totale posée :mètres
 - ☒ par filtre à sable \Rightarrow Surface :m²

Comment sont évacuées les eaux pluviales de votre parcelle ?

- ☒ Dans un puits perdu
- ☐ Dans un fossé, une rivière ou un ruisseau
- ☐ Dans le réseau communal dans le même tuyau que les eaux usées
- ☐ Dans le réseau communal dans un tuyau différent des eaux usées
- ☐ autre :

FONCTIONNEMENT

Avez-vous des remarques ou observations particulières quant au fonctionnement de votre assainissement (problèmes d'évacuation, d'odeurs, d'entretien, autres dysfonctionnements, etc.....) ?

.....
.....
.....
..

ENTRETIEN et DIVERS

Vidangez-vous votre fosse ?

- ☐ Régulièrement, au moins une fois tous les cinq ans
- ☐ Régulièrement, au delà de tous les cinq ans
- ☐ Jamais ou exceptionnellement

Avez-vous déjà renouvelé vos drains, tranchées ou filtre à sable ?

- ☒1 fois en ans 2008 -
- ☐ Jamais

Votre fosse est-elle accessible par un camion pour sa vidange ?

- ☐ Oui
- ☐ Non

Surface de terrain disponible pour l'épandage :m²

Pente du terrain :

- ☐ < 2 %
- ☒ 2 à 10 %
- ☐ > 10 %

**CONTRÔLE DES INSTALLATIONS D'ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF
COMMUNE DE BONNAL**

Nom du propriétaire :
JÉANNIN-CARVAJAL Catherine

Nombre de pièces principales : 6

**Adresse : 10 rue du Lavoir
25680 BONNAL**

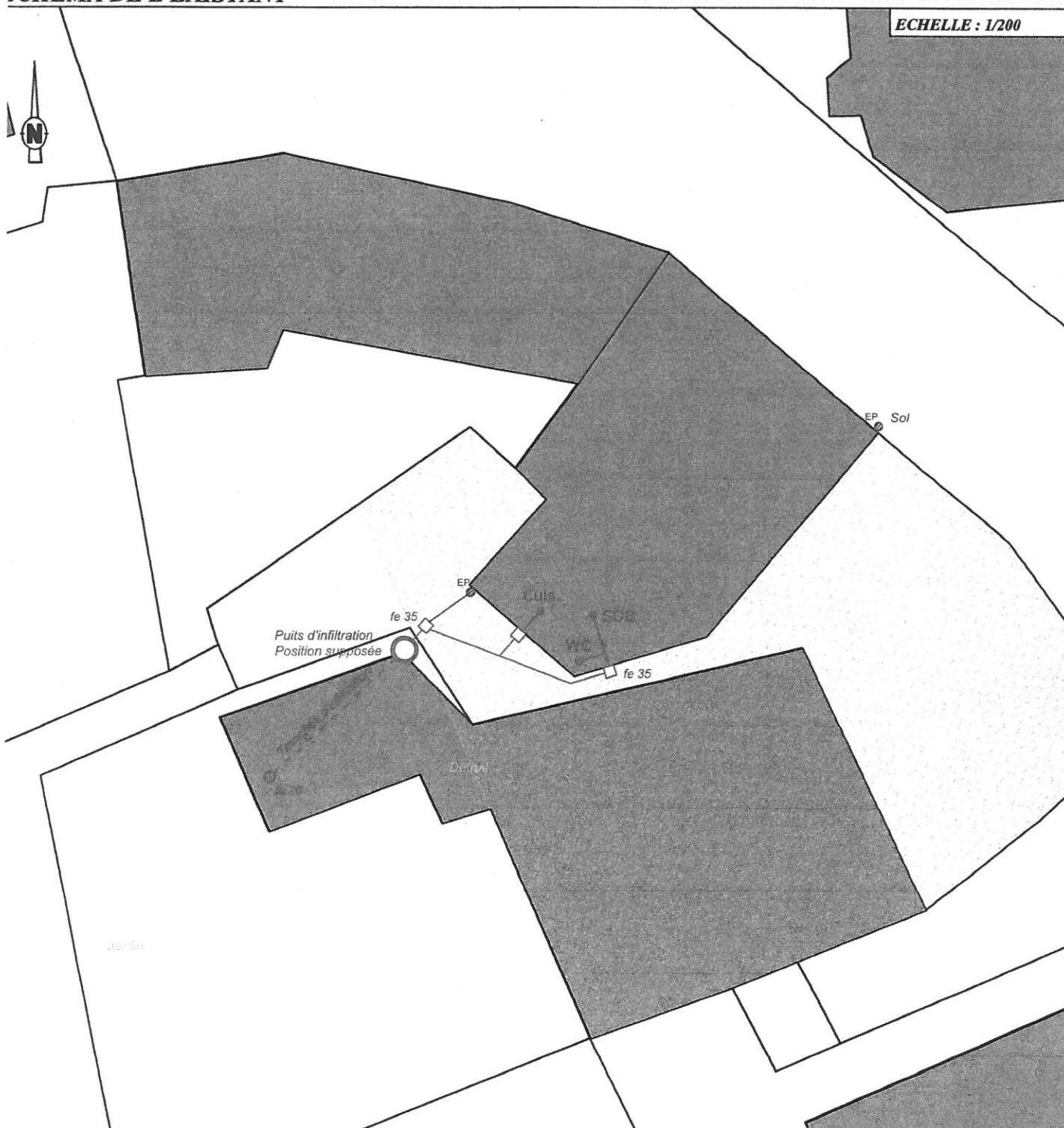
Date du contrôle : 29 novembre 2012

GEOPROTECH - ZA Les Charrières -70 190 Riez - tel/fax. 03.84.91.53.62 - geoprotech-fc@orange.fr



SCHEMA DE L'EXISTANT

ECHELLE : 1/200






Légende

- ☐ FS ☒ FTE Fosse (toutes eaux ou septique)
☐ BD Séparateur à graisses
☐ Pré Préfiltre décolloïdeur
☒ FB ☐ FB Filtre bactérien percolateur



Filtre à sable

- EP ● Descente d'eaux pluviales

- Evacuation eaux pluviales
 Evacuation eaux usées
 Limite de Surface, Nature, Matériau
 Arbre, haie, végétation

**CONTRÔLE DES INSTALLATIONS D'ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF
COMMUNE DE BONNAL**

Nom du propriétaire : *INDIVISION*
JEANNIN-CARJAVAL Catherine

Nombre de pièces principales : 3

Adresse : 8 rue du Lavoir
25680 BONNAL

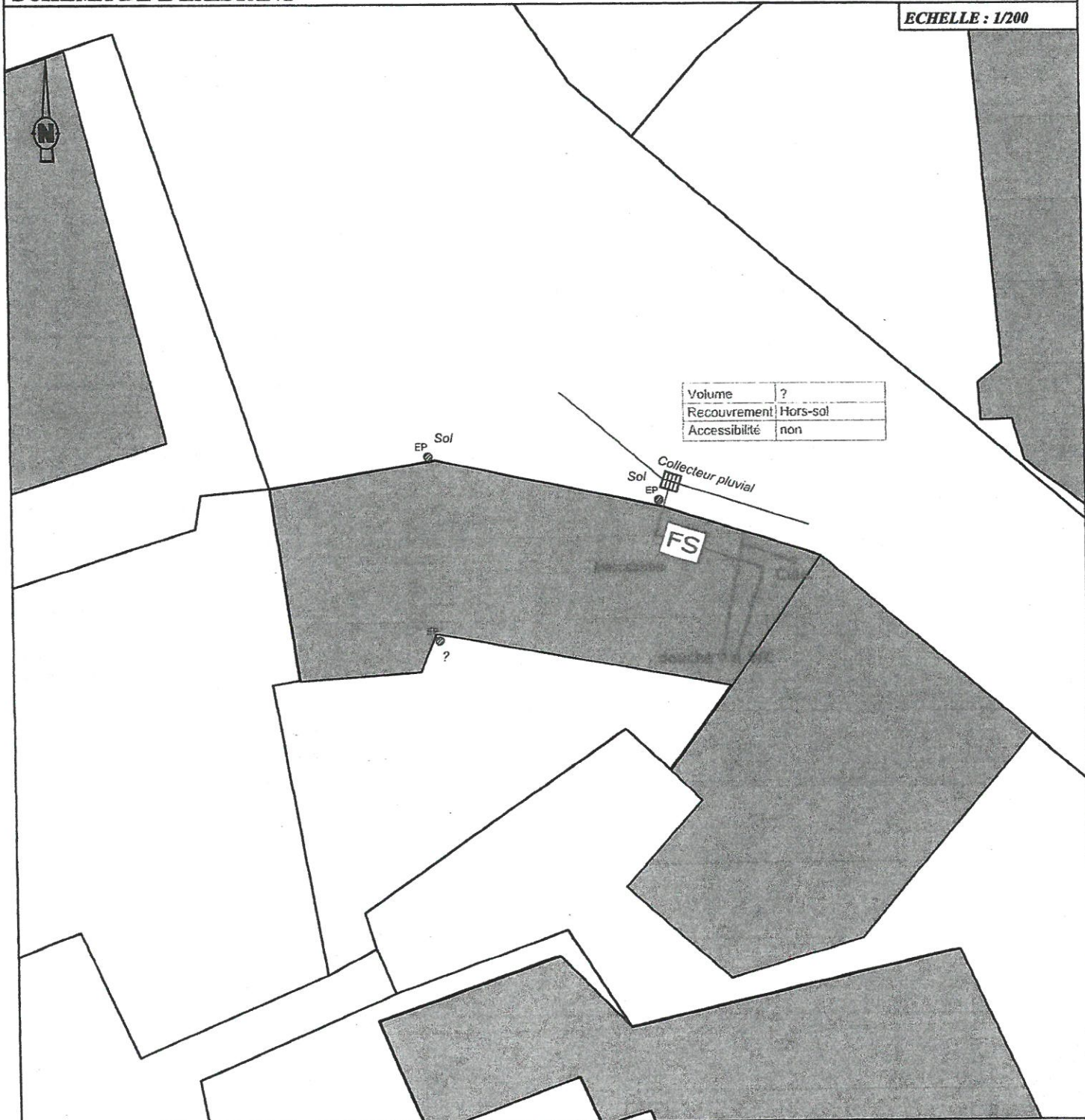
Date du contrôle : 29 novembre 2012

Communauté de Communes
Pays de Villersexel

GEOPROTECH - ZA Les Charrières - 70 190 Rioz - tel/fax. 03.84.91.53.62 - geoprotech-fc@orange.fr

SCHEMA DE L'EXISTANT

ECHELLE : 1/200



Légende

- FS** **FTE** Fosse (toutes eaux ou septique)
- BD** Séparateur à graisses
- Pré** Préfiltre décolloïdeur
- FB** **FB** Filtre bactérien percolateur



Filtre à sable



Descente d'eaux pluviales



Regard

— Evacuation eaux pluviales

— Evacuation eaux usées

— Limite de Surface, Nature, Matériau

Arbre, haie, végétation

NOM, Prénom : WILLIER Jacqueline
Adresse complète : chemin de l'Eglise 25600 Bonnal
Lieu-dit :

HABITAT

Résidence ☒ principale
☐ secondaire ⇒ durée d'occupation par an :

Propriétaire ☒ année d'acquisition de l'habitation : 1910

Locataire ☐ noms et adresse du propriétaire :
.....
.....

Habitants : 1 Habitants permanents et habitants saisonniers

Nombre de pièces principales dans l'habitation (= chambres + salon séjour) : 5

Votre construction comprend-elle des locaux autres que des logements (commerciaux, agricoles, industriels) ?

☐ Oui de quel type :
☒ Non

Si oui, existe-t-il des rejets autres que domestiques, lesquels, comment sont-ils évacués ?
.....

Mode d'alimentation en eau (réseau de distribution, citerne, puits, source) : distribution

TYPE D'ASSAINISSEMENT

Vos rejets sont ils :

☐ Raccordés au réseau communal d'assainissement
☒ Non raccordés au réseau communal d'assainissement

Votre habitation est elle :

☐ Sans fosse septique
☒ Avec fosse septique → ☐ Fosse septique simple (WC uniquement)
☒ Fosse septique toutes eaux (WC, salle de bain, évier)
☐ Autres fosse (à purin par exemple :

Capacité de la fosse : 1000 litres

Année de construction de la fosse septique : 1970

Possédez vous un bac à graisses ou bac séparateur ☐ oui ⇒ volume : litres
☒ non

Tournez S.V.P. →

Si vous possédez une fosse septique simple qui ne reçoit que les eaux des W.C., quelle est la destination des eaux ménagères (cuisine, salle de bains) :

- ☒ elles rejoignent les eaux sortant de la fosse
- ☐ elles sont rejetées séparément des eaux sortant de la fosse

L'ensemble de vos rejets s'effectuent ensuite dans :

- ☐ Le réseau communal d'assainissement des Eaux Usées
- ☐ Le réseau communal d'assainissement des Eaux Pluviales
- ☒ Un fossé, un ruisseau ou une rivière
- ☐ Un puits perdu
- ☐ Un système d'épandage :
 - ☐ par tranchées filtrantes Longueur de tranchée :mètres
 - ☐ par simple drain \Rightarrow Longueur totale posée :mètres
 - ☐ par filtre à sable \Rightarrow Surface :m²

Comment sont évacuées les eaux pluviales de votre parcelle ?

- ☐ Dans un puits perdu
- ☒ Dans un fossé, une rivière ou un ruisseau
- ☐ Dans le réseau communal dans le même tuyau que les eaux usées
- ☐ Dans le réseau communal dans un tuyau différent des eaux usées
- ☐ autre :

FONCTIONNEMENT

Avez-vous des remarques ou observations particulières quant au fonctionnement de votre assainissement (problèmes d'évacuation, d'odeurs, d'entretien, autres dysfonctionnements, etc.....) ?

.....
.....
.....
.....

ENTRETIEN et DIVERS

Vidangez-vous votre fosse ?

- ☐ Régulièrement, au moins une fois tous les cinq ans
- ☒ Régulièrement, au delà de tous les cinq ans
- ☐ Jamais ou exceptionnellement

Avez-vous déjà renouvelé vos drains, tranchées ou filtre à sable ?

- ☐ fois en ans
- ☐ Jamais

Votre fosse est-elle accessible par un camion pour sa vidange ?

- ☒ Oui
- ☐ Non

Surface de terrain disponible pour l'épandage :m²

- Pente du terrain :
- ☐ < 2 %
 - ☐ 2 à 10 %
 - ☐ > 10 %

CONTRÔLE DES INSTALLATIONS D'ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF COMMUNE DE BONNAL

Nom du propriétaire : VUILLIER Jacqueline Nombre de pièces principales : 5

Adresse : 2 chemin de l'Eglise
25680 BONNAL

Date du contrôle : 17 décembre 2012

Communauté de Communes
Pays de Villersexel

GEOPROTECH - ZA Les Charrières - 70 190 Rioz - tel/fax. 03.84.91.53.62 - geoprotech-fc@orange.fr

SCHEMA DE L'EXISTANT

ECHELLE : 1/200



Légende

- FS FTE Fosse (toutes eaux ou septique)
- BD Séparateur à graisses
- Pte Préfiltre décolloideur
- FB FB Filtre bactérien percolateur

- Filtre à sable
- EP Descente d'eaux pluviales
- Regard

- Evacuation eaux pluviales
- Evacuation eaux usées
- Limite de Surface, Nature, Matériau
- Arbre, haie, végétation

SCHEMA DIRECTEUR D'ASSAINISSEMENT
COMMUNE DE BONNAL
Fiche d'enquête particulier

NOM, Prénom : VADAM Claude
Adresse complète : 2 rue du Laitier 25680 BONNAL
~~Lieu dit~~ :

HABITAT

Résidence ☒ principale
☐ secondaire ⇒ durée d'occupation par an :

Propriétaire ☐ année d'acquisition de l'habitation : 2011

Locataire ☐ noms et adresse du propriétaire :
.....
.....

Habitants : 2 Habitants permanents et ? habitants saisonniers

Nombre de pièces principales dans l'habitation (= chambres + salon séjour) : 9

Votre construction comprend-elle des locaux autres que des logements (commerciaux, agricoles, industriels) ?

☒ Oui de quel type : GITE
☐ Non

Si oui, existe-t-il des rejets autres que domestiques, lesquels, comment sont-ils évacués ?
.....

Mode d'alimentation en eau (réseau de distribution, citerne, puits, source) : Réseau

TYPE D'ASSAINISSEMENT

Vos rejets sont ils :

☐ Raccordés au réseau communal d'assainissement
☒ Non raccordés au réseau communal d'assainissement

Votre habitation est elle :

☐ Sans fosse septique
☒ Avec fosse septique → ☒ Fosse septique simple (WC uniquement)
☐ Fosse septique toutes eaux (WC, salle de bain, évier)
☐ Autres fosse (à purin par exemple :

Capacité de la fosse : ? litres

Année de construction de la fosse septique : 19.. ?

Possédez vous un bac à graisses ou bac séparateur ☐ oui ⇒ volume :litres
☒ non

Tournez S.V.P. ➔

Si vous possédez une fosse septique simple qui ne reçoit que les eaux des W.C., quelle est la destination des eaux ménagères (cuisine, salle de bains) :

- ☐ elles rejoignent les eaux sortant de la fosse
- ☒ elles sont rejetées séparément des eaux sortant de la fosse

L'ensemble de vos rejets s'effectuent ensuite dans :

- ☐ Le réseau communal d'assainissement des Eaux Usées
- ☐ Le réseau communal d'assainissement des Eaux Pluviales
- ☒ Un fossé, un ruisseau ou une rivière
- ☐ Un puits perdu
- ☐ Un système d'épandage :
 - ☐ par tranchées filtrantes Longueur de tranchée :mètres
 - ☐ par simple drain \Rightarrow Longueur totale posée :mètres
 - ☐ par filtre à sable \Rightarrow Surface :m²

Comment sont évacuées les eaux pluviales de votre parcelle ?

- ☐ Dans un puits perdu
- ☒ Dans un fossé, une rivière ou un ruisseau
- ☐ Dans le réseau communal dans le même tuyau que les eaux usées
- ☐ Dans le réseau communal dans un tuyau différent des eaux usées
- ☐ autre :

FONCTIONNEMENT

Avez-vous des remarques ou observations particulières quant au fonctionnement de votre assainissement (problèmes d'évacuation, d'odeurs, d'entretien, autres dysfonctionnements, etc.....) ?

.....
.....
.....
..

ENTRETIEN et DIVERS

Vidangez-vous votre fosse ?

- ☐ Régulièrement, au moins une fois tous les cinq ans
- ☐ Régulièrement, au delà de tous les cinq ans
- ☒ Jamais ou exceptionnellement

Avez-vous déjà renouvelé vos drains, tranchées ou filtre à sable ?

- ☐ fois en ans
- ☐ Jamais

Votre fosse est-elle accessible par un camion pour sa vidange ?

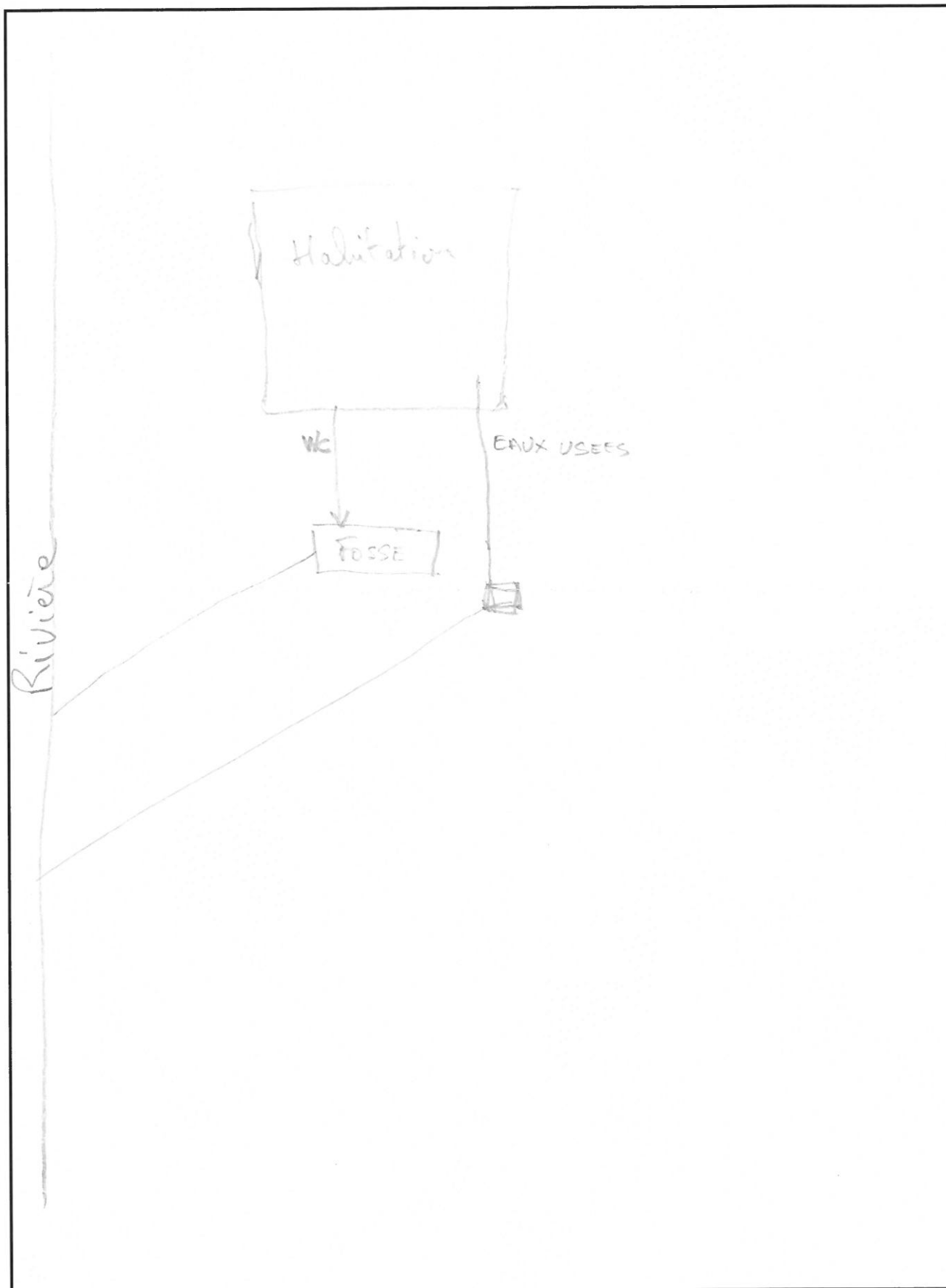
- ☒ Oui
- ☐ Non

Surface de terrain disponible pour l'épandage :m²

Pente du terrain :

- ☒ \leq 2 %
- ☐ 2 à 10 %
- ☐ > 10 %

Veillez établir un croquis de votre habitation avec ses installations d'assainissement



NOM, Prénom : Mairie batiment communal
Adresse complète : 4 route de Pont sur l'Écluse 25680 BONNAL
Lieu dit :

HABITAT

Résidence ☒ principale
☐ secondaire ⇒ durée d'occupation par an :

Propriétaire ☒ année d'acquisition de l'habitation :

Locataire ☐ noms et adresse du propriétaire :
.....
.....

Habitants : 1 Habitants permanents et habitants saisonniers

Nombre de pièces principales dans l'habitation (= chambres + salon séjour) : 4

Votre construction comprend-elle des locaux autres que des logements (commerciaux, agricoles, industriels) ?

☒ Oui de quel type : Mairie
☐ Non

Si oui, existe-t-il des rejets autres que domestiques, lesquels, comment sont-ils évacués ?

..... non

Mode d'alimentation en eau (réseau de distribution, citerne, puits, source) : distribution

TYPE D'ASSAINISSEMENT

Vos rejets sont ils :

☐ Raccordés au réseau communal d'assainissement
☒ Non raccordés au réseau communal d'assainissement

Votre habitation est elle :

☐ Sans fosse septique
☒ Avec fosse septique → ☐ Fosse septique simple (WC uniquement)
☒ Fosse septique toutes eaux (WC, salle de bain, évier)
☐ Autres fosse (à purin par exemple :

Capacité de la fosse :litres

Année de construction de la fosse septique : 1984

Possédez vous un bac à graisses ou bac séparateur ☒ oui ⇒ volume :litres
☐ non

Tournez S.V.P. →

Si vous possédez une fosse septique simple qui ne reçoit que les eaux des W.C., quelle est la destination des eaux ménagères (cuisine, salle de bains) :

- ☐ elles rejoignent les eaux sortant de la fosse
- ☐ elles sont rejetées séparément des eaux sortant de la fosse

L'ensemble de vos rejets s'effectuent ensuite dans :

- ☐ Le réseau communal d'assainissement des Eaux Usées
- ☐ Le réseau communal d'assainissement des Eaux Pluviales
- ☐ Un fossé, un ruisseau ou une rivière
- ☐ Un puits perdu
- ☒ Un système d'épandage :
 - ☒ par tranchées filtrantes Longueur de tranchée :mètres
 - ☐ par simple drain \Rightarrow Longueur totale posée :mètres
 - ☐ par filtre à sable \Rightarrow Surface :m²

Comment sont évacuées les eaux pluviales de votre parcelle ?

- ☒ Dans un puits perdu
- ☐ Dans un fossé, une rivière ou un ruisseau
- ☐ Dans le réseau communal dans le même tuyau que les eaux usées
- ☐ Dans le réseau communal dans un tuyau différent des eaux usées
- ☐ autre :

FONCTIONNEMENT

Avez-vous des remarques ou observations particulières quant au fonctionnement de votre assainissement (problèmes d'évacuation, d'odeurs, d'entretien, autres dysfonctionnements, etc.....) ?

.....
.....
.....
.....

ENTRETIEN et DIVERS

Vidangez-vous votre fosse ?

- ☐ Régulièrement, au moins une fois tous les cinq ans
- ☐ Régulièrement, au delà de tous les cinq ans
- ☒ Jamais ou exceptionnellement

Avez-vous déjà renouvelé vos drains, tranchées ou filtre à sable ?

- ☐ fois en ans
- ☒ Jamais

Votre fosse est-elle accessible par un camion pour sa vidange ?

- ☒ Oui
- ☐ Non

Surface de terrain disponible pour l'épandage :750.....m²

Pente du terrain :

- ☐ < 2 %
- ☒ 2 à 10 %
- ☐ > 10 %

NOM, Prénom : VUILLIER Ghislaine
Adresse complète : 12 route du Pont sur l'Agasse 25660 BONNAL
Lieu dit :

HABITAT

Résidence ☒ principale
☐ secondaire ⇒ durée d'occupation par an :

Propriétaire ☒ année d'acquisition de l'habitation : 1993 (construction)

Locataire ☐ noms et adresse du propriétaire :
.....
.....

Habitants : 2 Habitants permanents et 2 habitants saisonniers

Nombre de pièces principales dans l'habitation (= chambres + salon séjour) : 4

Votre construction comprend-elle des locaux autres que des logements (commerciaux, agricoles, industriels) ?

☐ Oui de quel type :
☒ Non

Si oui, existe-t-il des rejets autres que domestiques, lesquels, comment sont-ils évacués ?
.....

Mode d'alimentation en eau (réseau de distribution, citerne, puits, source) : distribution

TYPE D'ASSAINISSEMENT

Vos rejets sont ils :

☐ Raccordés au réseau communal d'assainissement
☒ Non raccordés au réseau communal d'assainissement

Votre habitation est elle :

☐ Sans fosse septique
☒ Avec fosse septique → ☐ Fosse septique simple (WC uniquement)
☒ Fosse septique toutes eaux (WC, salle de bain, évier)
☐ Autres fosse (à purin par exemple :

Capacité de la fosse : 2500 litres

Année de construction de la fosse septique : 1993

Possédez vous un bac à graisses ou bac séparateur ☒ oui ⇒ volume : litres
☐ non

Tournez S.V.P. →

Si vous possédez une fosse septique simple qui ne reçoit que les eaux des W.C., quelle est la destination des eaux ménagères (cuisine, salle de bains) :

- ☐ elles rejoignent les eaux sortant de la fosse
- ☐ elles sont rejetées séparément des eaux sortant de la fosse

L'ensemble de vos rejets s'effectuent ensuite dans :

- ☐ Le réseau communal d'assainissement des Eaux Usées
- ☐ Le réseau communal d'assainissement des Eaux Pluviales
- ☐ Un fossé, un ruisseau ou une rivière
- ☒ Un puits perdu
- ☐ Un système d'épandage :
 - ☐ par tranchées filtrantes Longueur de tranchée :mètres
 - ☐ par simple drain \Rightarrow Longueur totale posée :mètres
 - ☐ par filtre à sable \Rightarrow Surface :m²

Comment sont évacuées les eaux pluviales de votre parcelle ?

- ☐ Dans un puits perdu
- ☐ Dans un fossé, une rivière ou un ruisseau
- ☐ Dans le réseau communal dans le même tuyau que les eaux usées
- ☐ Dans le réseau communal dans un tuyau différent des eaux usées
- ☒ autre : *épandage*

FONCTIONNEMENT

Avez-vous des remarques ou observations particulières quant au fonctionnement de votre assainissement (problèmes d'évacuation, d'odeurs, d'entretien, autres dysfonctionnements, etc.....) ?

.....
.....
.....
.....

ENTRETIEN et DIVERS

Vidangez-vous votre fosse ?

- ☐ Régulièrement, au moins une fois tous les cinq ans
- ☒ Régulièrement, au delà de tous les cinq ans
- ☐ Jamais ou exceptionnellement

Avez-vous déjà renouvelé vos drains, tranchées ou filtre à sable ?

- ☐ fois en ans
- ☒ Jamais

Votre fosse est-elle accessible par un camion pour sa vidange ?

- ☒ Oui
- ☐ Non

Surface de terrain disponible pour l'épandage : *1200* m²

Pente du terrain :

- ☐ < 2 %
- ☒ 2 à 10 %
- ☐ > 10 %

SCHEMA DIRECTEUR D'ASSAINISSEMENT
COMMUNE DE BONNAL
Fiche d'enquête particulier

NOM, Prénom : OBIRON Stéphane - GRENIER Myriam
Adresse complète : 10 route de Tent sur l'ognon
Lieu-dit : 95 680 BONNAL

HABITAT

Résidence ☒ principale
☐ secondaire ⇒ durée d'occupation par an :

Propriétaire ☒ année d'acquisition de l'habitation : 2010

Locataire ☐ noms et adresse du propriétaire :
.....
.....

Habitants : 4 Habitants permanents et 0 habitants saisonniers

Nombre de pièces principales dans l'habitation (= chambres + salon séjour) : 6

Votre construction comprend-elle des locaux autres que des logements (commerciaux, agricoles, industriels) ?

☐ Oui de quel type :
☒ Non

Si oui, existe-t-il des rejets autres que domestiques, lesquels, comment sont-ils évacués ?
.....

Mode d'alimentation en eau (réseau de distribution, citerne, puits, source) : Réseau de distribution

TYPE D'ASSAINISSEMENT

Vos rejets sont ils :

☐ Raccordés au réseau communal d'assainissement
☒ Non raccordés au réseau communal d'assainissement

Votre habitation est elle :

☐ Sans fosse septique
☒ Avec fosse septique → ☐ Fosse septique simple (WC uniquement)
☒ Fosse septique toutes eaux (WC, salle de bain, évier)
☐ Autres fosse (à purin par exemple :

Capacité de la fosse : 2 400 litres

Année de construction de la fosse septique : 1970

Possédez vous un bac à graisses ou bac séparateur ☐ oui ⇒ volume :litres
☒ non

Tournez S.V.P. →

Si vous possédez une fosse septique simple qui ne reçoit que les eaux des W.C., quelle est la destination des eaux ménagères (cuisine, salle de bains) :

- ☐ elles rejoignent les eaux sortant de la fosse
- ☐ elles sont rejetées séparément des eaux sortant de la fosse

L'ensemble de vos rejets s'effectuent ensuite dans :

- ☐ Le réseau communal d'assainissement des Eaux Usées
- ☐ Le réseau communal d'assainissement des Eaux Pluviales
- ☐ Un fossé, un ruisseau ou une rivière
- ☒ Un puits perdu
- ☐ Un système d'épandage :
 - ☐ par tranchées filtrantes Longueur de tranchée :mètres
 - ☐ par simple drain \Rightarrow Longueur totale posée :mètres
 - ☐ par filtre à sable \Rightarrow Surface :m²

Comment sont évacuées les eaux pluviales de votre parcelle ?

- ☐ Dans un puits perdu
- ☒ Dans un fossé, une rivière ou un ruisseau
- ☐ Dans le réseau communal dans le même tuyau que les eaux usées
- ☐ Dans le réseau communal dans un tuyau différent des eaux usées
- ☐ autre :

FONCTIONNEMENT

Avez-vous des remarques ou observations particulières quant au fonctionnement de votre assainissement (problèmes d'évacuation, d'odeurs, d'entretien, autres dysfonctionnements, etc.....) ?

Bon fonctionnement (pas de problèmes d'évacuation, d'odeurs).

ENTRETIEN et DIVERS

Vidangez-vous votre fosse ?

- ☒ Régulièrement, au moins une fois tous les cinq ans
- ☐ Régulièrement, au delà de tous les cinq ans
- ☐ Jamais ou exceptionnellement

Avez-vous déjà renouvelé vos drains, tranchées ou filtre à sable ?

- ☒ fois en ans
- ☐ Jamais

Votre fosse est-elle accessible par un camion pour sa vidange ?

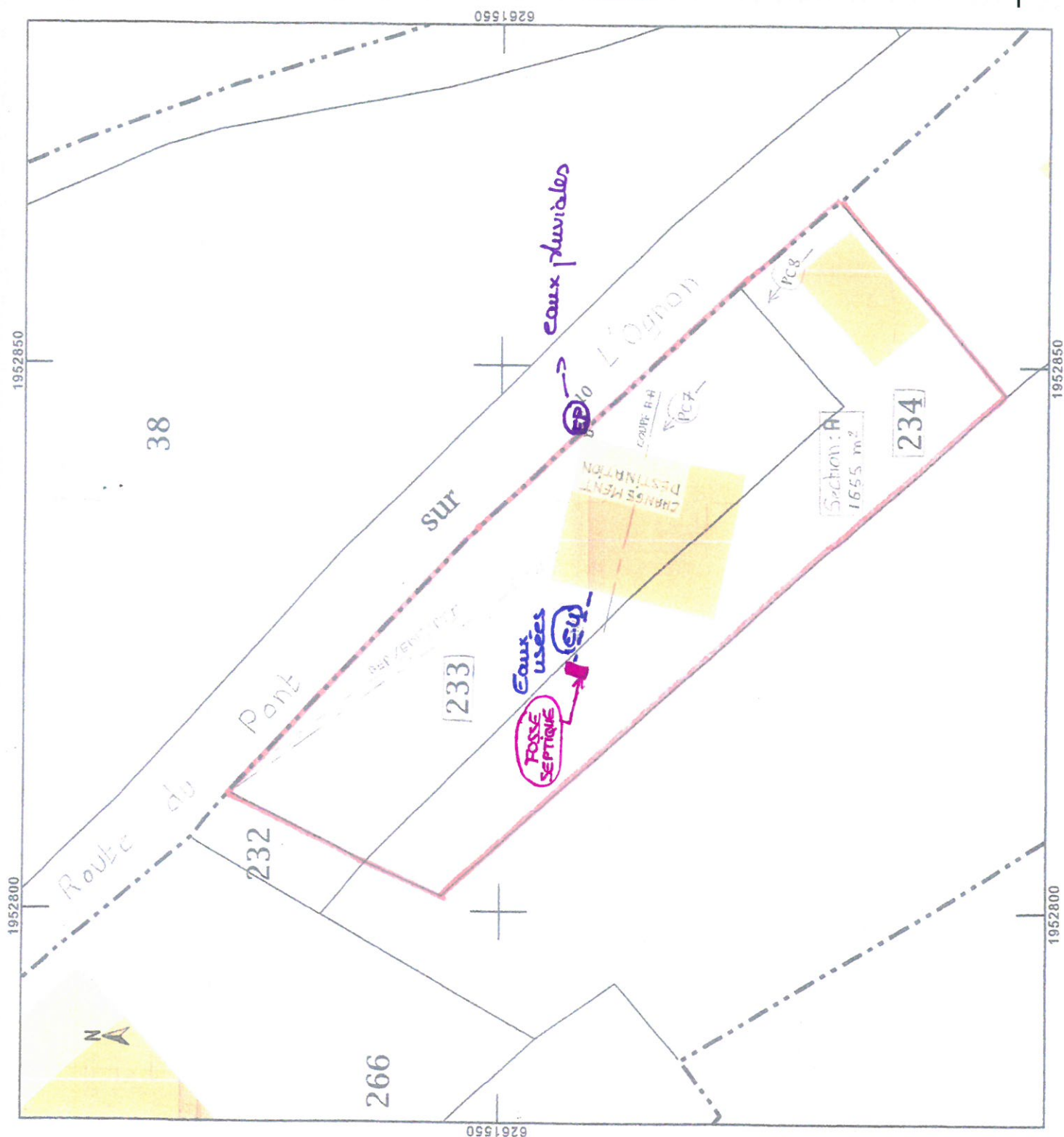
- ☒ Oui
- ☐ Non

Surface de terrain disponible pour l'épandage : 230 m²

- Pente du terrain :
- ☐ < 2 %
 - ☒ 2 à 10 %
 - ☐ > 10 %

Veuillez établir un croquis de votre habitation avec ses installations d'assainissement

Echelle : 1/500^e



Annexe II

Règlement du service public d'assainissement non collectif

COMMUNAUTE DE COMMUNES DU PAYS DE VILLERSEXEL

REGLEMENT DU SERVICE PUBLIC D'ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF (SPANC)



Contact : Communauté de Communes du Pays de Villersexel
spanc@cc-villersexel.fr
Tél : 03.84.20.54.50

SOMMAIRE

	N° de page
LES MOTS POUR SE COMPRENDRE	4
LES TEXTES DE REFERENCE	4
I -DISPOSITIONS GENERALES	4
Article 1. Objet du règlement	4
Article 2. Champ d'application	4
Article 3. Rôle et description réglementaire de l'assainissement non collectif	5
II -USAGERS	5
VOUS ETES PROPRIETAIRE D'UN IMMEUBLE CONCERNE PAR UNE INSTALLATION D'ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF	5
Article 4. Vos responsabilités et obligations vis-à-vis de l'assainissement	5
Article 5. Vos responsabilités vis-à-vis des occupants non propriétaire	6
Article 6. Maintien du bon état de fonctionnement de l'assainissement	6
Article 7. Entretien et modalités de vidange des dispositifs d'assainissement	6
VOUS ETES LOCATAIRE D'UN IMMEUBLE CONCERNE PAR UNE INSTALLATION D'ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF	7
Article 8. Vos responsabilités et obligations si vous n'êtes pas propriétaire	7
LES OBLIGATIONS DES PROPRIETAIRES EN CAS D'EVOLUTION OU DE CREATION DE L'IMMEUBLE COMPORTANT UN DISPOSITIF D'ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF	7
Article 9. Vous devez faire réaliser un assainissement non collectif – étude de définition de filière	7
Article 10. Vous souhaitez modifier votre immeuble, votre assainissement, ou aménager votre propriété	8
Article 11. Financement et mode de réalisation de vos travaux d'assainissement	9
Article 12. Cession d'un bien immobilier	9
III -LE SERVICE PUBLIC D'ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF (SPANC) MISSIONS, OBLIGATIONS ET DROITS DU SPANC	9
Article 13. Missions du SPANC	9
Article 14. Rapport de visite à l'issue du contrôle	10
Article 15. Modalités d'intervention des agents du SPANC	10
CONTROLES DES INSTALLATIONS D'ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF NEUVES OU REHABILITEES	11
Article 16. Démarche de suivi par le SPANC	11
Article 17. Examen de la conception	11
Article 18. Vérification de l'exécution	11
Article 19. Conclusion du contrôle des installations neuves ou réhabilitées	12

CONTROLES DES INSTALLATIONS D'ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF EXISTANTES	12
Article 20. Préparation de la visite du SPANC	12
Article 21. Contrôle initial	12
Article 22. Contrôle périodique	12
Article 23. Contrôle lors d'une cession de bien immobilier	13
Article 24. Conclusion des contrôles des installations existantes	13
IV -DISPOSITIONS FINANCIERES	14
Article 25. Redevance	14
Article 26. Redevables et recouvrement de la redevance	14
V -INFRACTIONS, PENALITES ET VOIES DE RECOURS	14
Article 27. Pénalités financières pour refus d'accès aux propriétés privées	15
Article 28. Pénalités financières pour non-respect des obligations du propriétaire	15
Article 29. Travaux d'office	15
Article 30. Mesures de police administrative en cas de pollution de l'eau ou d'atteinte à la salubrité publique	15
Article 31. Constats d'infractions pénales	15
Article 32. Sanctions pénales applicables en cas d'absence de réalisation, ou de modification ou réhabilitation d'une installation d'assainissement non collectif, en violation des prescriptions prévues par le Code de la construction et de l'habitation ou le Code de l'urbanisme ou en cas de pollution de l'eau	15
Article 33. Sanctions pénales applicables en cas de violation des prescriptions particulières prises en matière d'assainissement non collectif par arrêté municipal ou préfectoral	15
Article 34. Voies de recours des usagers	16
VI - DISPOSITIONS D'APPLICATION DU REGLEMENT	16
Article 35. Publicité du règlement	16
Article 36. Modification du règlement	16
Article 37. Date d'application	16
Article 38. Exécution	16

LES MOTS POUR SE COMPRENDRE

Assainissement non collectif ou individuel : par assainissement non collectif on désigne tout ou partie d'un système d'assainissement effectuant la collecte, le prétraitement, l'épuration, l'infiltration ou le rejet des eaux usées domestiques des immeubles non raccordés au réseau public d'assainissement (cf. Article 2 du Titre I). Ainsi les installations appelées regroupées ou encore semi-collectives, dès lors qu'elles sont réalisées en domaine privé, relèvent de la gestion de l'assainissement non collectif et sont soumises au présent règlement.

Eaux usées domestiques : les eaux usées domestiques comprennent les eaux ménagères (provenant des cuisines, buanderies, salle d'eau, ...) et les eaux vannes (provenant des toilettes).

Le Service Public de l'Assainissement Non Collectif (SPANC) désigne le service de la Communauté de Communes du Pays de Villersexel en charge de la gestion des dispositifs d'assainissement non collectif des usagers, conformément à la réglementation en vigueur et dans les conditions du présent règlement.

« Vous » désigne l'usager, c'est-à-dire toute personne physique ou morale qui relève du champ d'application du SPANC. Ce peut être le propriétaire de l'immeuble équipé ou à équiper d'un dispositif d'assainissement non collectif, l'occupant de cet immeuble à quelque titre que ce soit, ou la copropriété représentée par son syndic.

La Collectivité désigne la Communauté de Communes du Pays de Villersexel en charge du Service Public de l'Assainissement Non Collectif.

Le règlement d'assainissement non collectif désigne le présent document établi par la Collectivité, adopté par délibération du 19 juin 2012 et rendue exécutoire le 1er juillet 2012.

LES TEXTES DE REFERENCE

Les prescriptions du présent règlement ne font pas obstacle au respect de l'ensemble de la réglementation en vigueur concernant l'usage de l'eau et la prévention de la pollution : notamment le Code de la Santé Publique, le Code de l'Environnement, le Code Général des Collectivités Territoriales, le Code de l'Urbanisme, le Code de la Construction et de l'Habitat, le Code Civil, , le Code de Procédure Pénale, le Règlement Sanitaire Départemental et les arrêtés ministériels du 7 septembre 2009 modifié, du 7 mars et 27 avril 2012 relatifs à l'assainissement non collectif.

I -DISPOSITIONS GENERALES

Article 1. Objet du règlement

L'objet du présent règlement est de déterminer les relations entre le Service Public d'Assainissement Non Collectif de la Communauté de Communes du Pays de Villersexel, les communes membres et les usagers du service, en fixant ou rappelant les droits et obligations de chacun en ce qui concerne notamment les conditions d'accès aux ouvrages, leur conception, leur réalisation, leur fonctionnement, leur entretien, leur réhabilitation, leur contrôle, les conditions de paiement de la redevance d'assainissement non collectif et enfin les dispositions d'application de ce règlement.

Article 2. Champ d'application

Le présent règlement s'applique à tout immeuble non raccordé au réseau de collecte des eaux usées sur le territoire de la Communauté de Communes du Pays de Villersexel, soit parce que l'immeuble est situé dans la zone d'ANC (assainissement non collectif) au regard du zonage d'assainissement, soit parce qu'il n'a pas accès au réseau public au droit de sa parcelle, soit parce que ce réseau nécessite des adaptations ou extensions non encore réalisées, soit encore parce qu'il bénéficie d'une autorisation de non raccordement.

Conformément au Code de la Santé Publique, en cas de raccordement au réseau d'assainissement collectif, les fosses et autres installations de même nature seront mises hors d'état de servir ou de créer des nuisances à venir par les soins et aux frais du propriétaire.

Article 3. Rôle et description réglementaire de l'assainissement non collectif

L'objectif du traitement des eaux usées est d'éviter le risque de contamination ou de pollution des eaux superficielles et souterraines dans une volonté de préservation du cadre de vie, de la santé publique et des eaux destinées à la consommation humaine.

Par assainissement non collectif, on désigne toute installation assurant la collecte, le transport, le pré-traitement, le traitement et l'évacuation des eaux usées domestiques ou assimilées des immeubles ou parties d'immeubles non raccordés à un réseau public de collecte des eaux usées.

L'installation d'assainissement non collectif doit être adaptée au flux de pollution à traiter, aux caractéristiques de l'immeuble et du lieu où elle est implantée, et à la sensibilité du milieu récepteur.

Les installations d'assainissement sont soumises à des prescriptions techniques, de mise en œuvre et d'entretien définies par une réglementation spécifique. Elles doivent être conformes :

- aux prescriptions techniques applicables aux systèmes d'assainissement non collectif, définies par arrêté du 7 septembre 2009 modifié par l'arrêté du 7 mars 2012, pour les installations d'assainissement non collectif recevant une charge brute de pollution organique inférieure ou égale à 1,2kg/j de DBO₅,
- à l'arrêté du 22 juin 2007 pour les installations d'assainissement non collectif recevant une charge brute de pollution organique supérieure à 1.2 kg/j de DBO₅,
- au présent règlement,
- le cas échéant, à un arrêté municipal relatif à l'assainissement non collectif,
- aux articles du règlement du POS ou PLU de la commune concernée
- à la norme XP P 16-603 (DTU 64.1 de mars 2007)
- à l'arrêté du 27 avril 2012 aux modalités d'exécution de la mission de contrôle des installations d'assainissement non collectif.

Sont interdits :

- le rejet d'eaux usées, même traitées, dans un puisard, puits perdu, puits désaffecté, cavité naturelle ou artificielle profonde,
- le passage des eaux pluviales dans tout ou partie de la filière d'assainissement non collectif,
- le rejet des effluents vers le milieu hydraulique superficiel après seul passage dans un dispositif de prétraitement.

II -USAGERS

VOUS ETES PROPRIETAIRE D'UN IMMEUBLE CONCERNE PAR UNE INSTALLATION D'ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF

Article 4. Vos responsabilités et obligations vis-à-vis de l'assainissement

En tant que propriétaire d'un immeuble, existant ou à construire, non raccordé au réseau public de collecte des eaux usées, vous êtes tenu de mettre en place et de maintenir ou faire maintenir en bon état de fonctionnement l'installation d'assainissement non collectif de vos bâtiments, conformément à la réglementation en vigueur. Vous devez conserver tous les documents relatifs à la mise en place, à l'entretien et aux différents contrôles de vos dispositifs d'assainissement. En cas de cession, vous transmettez ces documents au nouveau propriétaire.

Vous êtes responsable de la conception et de l'implantation de cette installation, qu'il s'agisse d'une création

ou d'une réhabilitation, ainsi que de la bonne exécution des travaux correspondants.

Le respect des prescriptions techniques réglementaires relatives à l'assainissement non collectif donne lieu à des contrôles obligatoires assurés par le SPANC selon les modalités de contrôle définies au chapitre III du présent règlement. Vous devez donc informer celui-ci préalablement à :

- vos projets de création, modification ou réhabilitation de votre assainissement non collectif ;
- vos projets susceptibles de modifier les quantités d'eaux usées domestiques collectées et traitées par l'installation existante, par exemple une augmentation du nombre de pièces principales ou un changement d'affectation de l'immeuble ;
- vos projets d'aménagement du terrain d'implantation de la filière d'assainissement non collectif.

Article 5. Vos responsabilités vis-à-vis des occupants non propriétaire

Si vous êtes le propriétaire de l'immeuble, vous devez :

- préciser avec l'occupant les responsabilités de chacun concernant le bon fonctionnement des installations d'assainissement (article 6 du présent règlement) et leur entretien (articles 7 et 8 du présent règlement),
- lui remettre le présent règlement.

Article 6. Maintien du bon état de fonctionnement de l'assainissement

En vue d'assurer le bon fonctionnement de l'installation d'assainissement non collectif, vous êtes tenu aux obligations suivantes :

- ne pas modifier l'agencement et les caractéristiques techniques de l'installation ;
- conserver en permanence une totale accessibilité aux ouvrages et aux différents regards constituant l'installation ;

En particulier, il est interdit :

- d'effectuer des plantations sur ou à proximité des dispositifs d'assainissement,
- de rouler ou stationner un véhicule, (sauf pour les filières équipées d'une dalle de répartition prévue à cet effet) ou stocker des matériaux sur tout ou partie de ces dispositifs,
- de construire ou d'imperméabiliser sur tout ou partie de ces dispositifs,
- de rejeter dans les dispositifs tout corps, solide ou non, autre que les eaux domestiques (eaux ménagères et eaux vannes).

Cette interdiction concerne notamment :

- les eaux pluviales,
- les ordures ménagères même après broyage,
- les huiles usagées,
- les hydrocarbures,
- les liquides corrosifs, les acides, les médicaments,
- les peintures,
- les matières inflammables ou susceptibles de provoquer des explosions.

Article 7. Entretien et modalités de vidange des dispositifs d'assainissement

L'entretien des dispositifs d'assainissement non collectif est sous votre responsabilité. Vous devez effectuer cet entretien régulièrement, conformément à l'arrêté du 07 septembre 2009 modifié par l'arrêté du 7 mars 2012 ou des guides d'utilisation correspondant et faire procéder aux vidanges par des entreprises agréées.

Les dispositifs doivent être vérifiés et nettoyés aussi souvent que nécessaire. Par leur entretien, vous vous assurez :

- de l'accumulation normale des boues et des flottants à l'intérieur des dispositifs qui en produisent. Pour éviter l'entraînement ou le débordement de boues ou de flottants préjudiciables au dispositif d'épuration en aval, les vidanges de la fosse toutes eaux sont à réaliser régulièrement.
- du bon état des divers dispositifs, notamment des ventilations et, le cas échéant, des dispositifs de dégraissage. Les bacs dégraisseurs, lorsqu'ils existent, doivent être surveillés et nettoyés aussi souvent que

nécessaire pour éviter toute obstruction, sortie de graisse ou dégagement d'odeurs.

- du bon écoulement des effluents tout au long de l'installation.

L'entretien et la vidange des dispositifs constituant l'installation d'assainissement non collectif se font conformément au guide d'utilisation correspondant, qui doit être détenu par le propriétaire. Ce guide, sous forme d'une fiche technique rédigée par le fabricant, décrit le type d'installation, précise les conditions de mise en œuvre, de fonctionnement, d'entretien, et expose les garanties.

Le contrôle du bon fonctionnement et de l'entretien des dispositifs est assuré par le SPANC selon les modalités de contrôle définies aux articles 22 et 24 du présent règlement.

Le non-respect des obligations de maintien en bon état de fonctionnement et d'entretien des dispositifs expose, le cas échéant, aux pénalités et sanctions mentionnées au chapitre V du présent règlement.

L'élimination des matières de vidange et des sous-produits d'assainissement doit être effectuée par des personnes agréées par le préfet selon des modalités fixées par arrêté (Liste des vidangeurs agréés disponible en mairie).

Tout entrepreneur ou organisme qui réalise une vidange est tenu de remettre au propriétaire ou à l'usager un document comportant au moins les indications suivantes (livret d'entretien ou bon de vidange) :

- son nom ou sa raison sociale et son adresse,
- l'adresse de l'immeuble où est située l'installation dont la vidange a été réalisée,
- le nom du propriétaire,
- la date de la vidange,
- les caractéristiques, la nature et la quantité des matières éliminées,
- le lieu où les matières de vidange sont transportées en vue de leur élimination.

Vous devez exiger le bon de retour attestant du dépotage des boues à la station d'épuration. Ces documents sont à conserver en permanence et à tenir à disposition du SPANC pour le diagnostic ou le contrôle périodique de l'installation d'assainissement (articles 21 et 22 du présent règlement).

Quel que soit l'auteur des opérations d'entretien, celles-ci doivent être effectuées conformément aux dispositions réglementaires.

VOUS ETES LOCATAIRE D'UN IMMEUBLE CONCERNE PAR UNE INSTALLATION D'ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF

Article 8. Vos responsabilités et obligations si vous n'êtes pas propriétaire

Si vous n'êtes pas le propriétaire, vous devez définir avec lui les modalités relatives à l'entretien des dispositifs d'assainissement non collectif. Vous devez également avoir pris connaissance du présent règlement, fourni par le propriétaire ou à disposition en mairie. Vous devez impérativement maintenir l'installation d'assainissement non collectif accessible et en bon état de fonctionnement.

LES OBLIGATIONS DES PROPRIETAIRES EN CAS D'EVOLUTION OU DE CREATION DE L'IMMEUBLE COMPORTANT UN DISPOSITIF D'ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF

Article 9. Vous devez faire réaliser un assainissement non collectif – étude de définition de filière

Il revient au propriétaire de réaliser ou de faire réaliser par une personne compétente de son choix, pour chaque construction neuve ou réhabilitée, une étude de définition de filière comprenant une mesure de la perméabilité du sol (étude préalable à la mise en œuvre d'un assainissement non collectif à l'échelle de la parcelle). Cette étude a pour objectif de définir la meilleure solution technique pour la parcelle et l'immeuble concernés, en fonction de l'ensemble des contraintes de terrain. Cette étude devra systématiquement être jointe au dossier d'assainissement non collectif déposé en Mairie et transmis à la Communauté de Communes du Pays de Villersexel.

La conception et l'implantation de toute installation d'assainissement non collectif doivent être soumises à la validation du SPANC et respecter :

- les prescriptions techniques réglementaires applicables à ces installations,
- les prescriptions particulières des documents d'urbanisme de votre Commune.

Le propriétaire doit informer le SPANC de l'état d'avancement des travaux afin que celui-ci puisse contrôler leur bonne exécution avant remblaiement, par visite sur place. Le propriétaire ne peut faire remblayer tant que le contrôle de bonne exécution n'a pas été réalisé, sauf autorisation expresse du service. Dans le cas contraire, la responsabilité du SPANC est dégagée, le propriétaire et, le cas échéant l'installateur, engageant leur entière responsabilité. Afin d'assurer un contrôle efficace, le SPANC pourra demander le dégagement des dispositifs qui auront été prématurément recouverts.

Les installations d'assainissement doivent être adaptées aux flux de pollution à traiter, aux caractéristiques de l'immeuble à desservir, telles que le nombre de pièces principales, aux caractéristiques de la parcelle où elles sont implantées, particulièrement l'aptitude du sol à l'épandage, et à la sensibilité du milieu récepteur.

Le dispositif d'assainissement non collectif doit permettre le traitement commun des eaux vannes et des eaux ménagères. Il doit comporter :

- des regards de reprise et de collecte à chaque sortie des eaux usées de l'immeuble,
 - des canalisations d'amenée,
 - Le prétraitement (fosse toutes eaux, bac à graisse si risque de colmatage, fosse septique, ...)
 - Les ouvrages de transfert extérieurs : canalisation, poste de relèvement des eaux(le cas échéant),
 - La ventilation de l'installation,
 - Le dispositif d'épuration adapté à la nature du terrain,
 - L'exutoire (dispersion dans le sol ou par évacuation vers le milieu superficiel).
- Dans le cas de certaines filières (installation d'épuration biologique à boues activées ou à cultures fixées) agréées par le ministère, le prétraitement et le traitement sont rassemblés dans un même ouvrage.

Le traitement séparé des eaux vannes et des eaux ménagères peut être mis en œuvre dans le cas de réhabilitation d'installations existantes. Il comporte :

- un pré-traitement des eaux vannes dans une fosse septique et un pré-traitement des eaux ménagères dans un bac à graisse ou une fosse toutes eaux.
- des dispositifs d'épuration tels que décrits précédemment.

L'assainissement des eaux usées domestiques des immeubles, ensembles immobiliers et installations diverses, quelle qu'en soit la destination, à l'exception des maisons d'habitations individuelles, peut relever, soit des techniques individuelles admises pour les maisons individuelles, soit des techniques mises en œuvre pour l'assainissement collectif.

Les dispositifs d'assainissement non collectif recevant une charge brute de pollution organique supérieure à 1.2 kg/j de DBO₅ doivent respecter les prescriptions énoncées aux articles 9 à 15 de l'arrêté du 22 juin 2007.

La réhabilitation d'un dispositif d'assainissement non collectif est soumise aux mêmes règles que dans le cas d'une installation d'assainissement non collectif neuve. Ainsi toute remise en état d'une installation d'assainissement non collectif donne lieu aux contrôles définis aux articles 17 et 18.

Le lieu d'implantation de la filière doit respecter une distance de sécurité de 35 mètres minimum par rapport aux puits privés déclarés destinés à la consommation humaine et respecter les servitudes liées aux périmètres de protection des captages d'eau.

Article 10. Vous souhaitez modifier votre immeuble, votre assainissement, ou aménager votre propriété

Une installation d'assainissement non collectif étant dimensionnée en fonction du nombre de pièces principales, toute modification de l'immeuble ou construction complémentaire est susceptible d'entraîner un sous-dimensionnement de l'installation d'assainissement existante.

De plus, en raison de l'importance de l'emprise d'une installation d'assainissement non collectif, des travaux sur la propriété sont susceptibles de détériorer les dispositifs enterrés ou de rendre difficile une éventuelle réhabilitation de l'installation d'assainissement.

Enfin, une modification de votre assainissement peut porter préjudice à son efficacité et à sa pérennité ou être insuffisante au regard des prescriptions techniques réglementaires.

C'est pourquoi tout projet devra au préalable faire l'objet d'une demande d'avis auprès du SPANC. Celui-ci vérifiera l'adéquation entre l'installation d'assainissement non collectif proposée, l'immeuble et la propriété concernés. Il effectuera, si besoin, le diagnostic de l'installation selon les modalités définies à l'article 21 du présent règlement.

Remarque : La modification de l'immeuble ou de la propriété peut devoir faire l'objet d'une demande d'urbanisme. Dans ce cas, l'avis du SPANC doit être pris en compte dans l'instruction de la demande.

Article 11. Financement et mode de réalisation de vos travaux d'assainissement

Les études et travaux engendrés par la mise en place, la réparation ou la réhabilitation de votre assainissement non collectif sont réalisés à vos frais et sous votre responsabilité, sauf cas particulier. Le SPANC informe le propriétaire sur les aides éventuelles dont il peut bénéficier.

Les travaux sont réalisés par une entreprise de votre choix conformément au projet ayant reçu l'accord du SPANC, et vérifiés par celui-ci.

Article 12. Cession d'un bien immobilier

En cas de cession d'un bien immobilier, le propriétaire contacte le SPANC afin de réaliser un contrôle préalable des installations d'assainissement existantes de manière à permettre au notaire de l'intégrer à l'acte sauf si le propriétaire dispose déjà d'un document attestant d'un contrôle réalisé par le SPANC de moins de trois ans. Cette démarche peut être engagée directement par le notaire. Elle a pour but de renseigner le nouvel acquéreur sur l'état de l'installation et les prescriptions qu'il devra respecter (les travaux devront être réalisés dans l'année suivant la signature de l'acte de vente.).

La demande de diagnostic :

- doit être faite auprès du SPANC par le vendeur, ou par un représentant (notaire, agence immobilière, etc...), sur présentation d'une délégation ;
- doit être transmise par écrit (courrier, mail, fax...) ;
- doit être faite au moins 4 semaines avant la date retenue pour la vente définitive de l'immeuble.

III -LE SERVICE PUBLIC D'ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF (SPANC) MISSIONS, OBLIGATIONS ET DROITS DU SPANC

Article 13. Missions du SPANC

La mission de contrôle vise à vérifier que les installations d'assainissement non collectif ne portent pas atteinte à la salubrité publique, ni à la sécurité des personnes, et permettent la préservation de la qualité des eaux superficielles et souterraines, en identifiant d'éventuels risques environnementaux ou sanitaires liés à la conception, à l'exécution, au fonctionnement, à l'état ou à l'entretien des installations.

Le SPANC assure les contrôles relatifs aux installations d'assainissement non collectif neuves, à modifier ou réhabiliter :

- Examen de la conception,
- Vérification de l'exécution.

Il effectue également la vérification des installations d'assainissement non collectif existantes :

- diagnostics des installations n’ayant pas encore fait l’objet d’un contrôle,
- contrôle lors d’une cession immobilière,
- contrôle périodique des installations ayant déjà fait l’objet d’un contrôle.

Dans le cadre de ces contrôles, le SPANC peut être amené à effectuer tout prélèvement et toute analyse qu’il estimerait utile pour s’assurer du bon fonctionnement des installations.

Le service d’assainissement non collectif, en complément des prestations de contrôle et de suivi, assure une mission d’information et de conseil auprès des propriétaires et des usagers afin d’optimiser la réalisation et le fonctionnement de leur installation d’assainissement non collectif.

Le SPANC peut donc :

- informer le pétitionnaire sur les dispositions légales et techniques qu’il devra respecter à l’occasion de l’élaboration, de la réalisation et de l’entretien de son installation d’assainissement,
- lui fournir une documentation appropriée en vue de l’aider dans l’élaboration de son projet,
- vérifier que son projet est conforme aux prescriptions réglementaires et techniques qui lui sont applicables,
- effectuer à la demande de l’usager une vérification des installations d’assainissement.

Article 14. Rapport de visite à l’issue du contrôle

A l’issue de chaque contrôle, un rapport de visite adressé au propriétaire sera transmis par courrier ou mail dans un délai d’un an notifiant :

- l’avis global sur l’installation d’assainissement non collectif,
- les observations sur l’accessibilité, l’entretien, l’état et le fonctionnement des dispositifs d’assainissement,
- les remarques éventuelles relatives aux risques pour la santé et aux risques de pollution présentés par les installations existantes,
- le cas échéant, la liste des travaux, classés par ordre de priorité, à réaliser par le propriétaire de l’installation dans un délai imparti à compter de la date de notification de ceux-ci.

Un avis de conformité sur l’installation est délivré après la suppression de toutes les non-conformités sur l’accessibilité, l’entretien, le fonctionnement et la bonne exécution des travaux, en fonction du type de contrôle. Les non-conformités sont levées à l’occasion d’une contre-visite unique et programmée incluse dans la prestation de contrôle et effectuée dans les délais impartis. Dans le cadre de sa mission de suivi, le SPANC peut être amené à se déplacer indépendamment des visites de contrôle déclarées comme telles.

Article 15. Modalités d’intervention des agents du SPANC

L’accès des agents du SPANC (ou mandatés par ce dernier) aux propriétés privées est précédé d’un avis de visite notifié au propriétaire de l’immeuble et, le cas échéant, à l’occupant, avec un délai de 15 jours avant le contrôle. En cas d’impossibilité en rapport avec la date proposée, le propriétaire ou l’occupant en informera le SPANC dans un délai de 48 heures avant la date prévue et prendra aussitôt rendez-vous pour une nouvelle date. L’agent du SPANC ou le prestataire mandaté peut passer au porte à porte et signaler sa présence à l’usager au cas où celui-ci accepte une visite immédiate. L’usager n’est pas tenu d’accepter une visite immédiatement mais il peut aussi prendre rendez vous ultérieurement à cette occasion.

Pour permettre au SPANC d’assurer sa mission, conformément à la réglementation en vigueur (article L1331.11 du Code de la santé publique), le propriétaire s’oblige, tant pour lui-même que pour l’occupant, à laisser un accès libre aux dispositifs d’assainissement non collectif, en particulier, tous les regards du système doivent être dégagés et à autoriser l’entrée et le passage des agents du service. Il met également à disposition du SPANC tous les documents dont il dispose sur l’installation et les documents justifiant de l’entretien des dispositifs.

Le propriétaire doit être présent ou représenté lors de toute intervention du service. Au cas où il s’opposerait à cet accès pour une opération de contrôle, les agents du SPANC relèveront l’impossibilité matérielle dans laquelle ils ont été mis d’effectuer leur contrôle. Ils suivront alors une procédure menant soit à l’acceptation du contrôle lors d’une contre-visite payante, soit aux pénalités et sanctions mentionnées au chapitre V du présent

règlement.

CONTROLES DES INSTALLATIONS D'ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF NEUVES OU REHABILITEES

Article 16. Démarche de suivi par le SPANC

Le SPANC doit être consulté pour tout projet de création, modification et réhabilitation d'une installation d'assainissement non collectif.

Le SPANC effectue dans un premier temps l'examen de la conception de l'assainissement non collectif projeté, selon les modalités définies à l'article 17. Un avis conforme est obligatoire pour pouvoir débiter les travaux d'assainissement.

La réalisation de l'assainissement non collectif est ensuite vérifiée lors de la vérification de l'exécution, selon les modalités définies à l'article 18.

Article 17. Examen de la conception.

Avant tout travaux d'assainissement, le propriétaire doit fournir au SPANC un dossier de projet complet, comportant une étude de définition de filière, afin que celui-ci vérifie la validité du projet vis-à-vis de la réglementation et des exigences techniques relatives à l'assainissement non collectif. Le dossier validé devra ainsi servir de support à l'entreprise chargée des travaux.

La liste des documents composant le dossier d'assainissement non collectif est disponible sur simple demande au SPANC de la Communauté de Communes du Pays de Villersexel.

La vérification s'opère dans un premier temps sur la base de ces pièces administratives et techniques du dossier, pour s'assurer :

- de la faisabilité de l'assainissement non collectif sur la parcelle,
- du respect des prescriptions techniques réglementaires,
- de la cohérence de l'emplacement de l'installation d'assainissement sur la parcelle.

L'avis formulé par le SPANC peut être conforme ou non conforme. Dans ces deux derniers cas, l'avis est expressément motivé. Il est adressé au propriétaire et au Maire de la Commune concernée qui doivent tenir compte des réserves éventuelles pour la réalisation du projet. Si l'avis est non conforme, il ne peut réaliser les travaux projetés et doit présenter un nouveau projet. Si le permis de construire est accordé bien que l'avis du SPANC soit non conforme ou sans avis préalable du SPANC, la responsabilité de celui-ci est dérogée, le Maire est pleinement responsable.

Dans un second temps, si nécessaire, le SPANC effectue une visite sur place avec le propriétaire et l'entreprise chargée des travaux. L'objectif de cette visite est de vérifier et rappeler les particularités techniques et réglementaires conditionnant l'obtention d'un avis de conformité au contrôle après travaux.

Article 18. Vérification de l'exécution.

Le propriétaire titulaire d'un avis conforme à l'examen de la conception est soumis à une vérification de l'exécution de son installation (visite sur place). Celui-ci a notamment pour objet de vérifier que les dispositifs d'assainissement sont conformes au projet validé et respectent la réglementation en vigueur, ainsi que les conditions d'installation indispensables à leur bon fonctionnement.

Le propriétaire doit prévenir le SPANC de la date de démarrage des travaux d'assainissement, et le tient informé de l'avancement de ceux-ci. Il sera convenu d'un rendez-vous sur le site en présence du propriétaire ou de son représentant, afin que l'agent puisse effectuer le contrôle avant remblaiement, tous les dispositifs étant visibles et accessibles.

Tout remblaiement sans contrôle préalable du SPANC donnera lieu à un avis non conforme, et éventuellement à une réouverture de la fouille aux frais du propriétaire.

Article 19. Conclusion du contrôle des installations neuves ou réhabilitées

A l'issue du contrôle, le SPANC réalise le rapport tel que défini à l'article 14 du présent règlement. En cas d'avis non conforme, le SPANC invite le propriétaire à réaliser les travaux nécessaires pour rendre son installation conforme à la réglementation en vigueur. Le propriétaire effectue les modifications ou travaux nécessaires et contacte le SPANC pour une contre-visite. Un avis de conformité n'est délivré qu'après la levée de toutes les réserves relatives à la bonne exécution des travaux.

A défaut, le propriétaire d'un immeuble tenu d'être équipé d'une installation d'assainissement non collectif qui ne respecte pas les obligations réglementaires applicables à ces installations est passible, le cas échéant, des pénalités et sanctions mentionnées au chapitre V du présent règlement.

Tout document relatif aux éléments de l'installation d'assainissement devra être conservé : études, factures, bons de livraison des matériaux et des équipements, photos... Ces documents pourront être réclamés par le SPANC comme justificatifs, notamment lors des contrôles périodiques (article 22 du présent règlement).

CONTROLES DES INSTALLATIONS D'ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF EXISTANTES

Article 20. Préparation de la visite du SPANC

En amont du contrôle, le propriétaire est tenu de préparer tout élément probant (photos, factures, plans d'exécution ou avis de services SPANC) permettant de vérifier l'existence d'une installation d'assainissement non collectif.

Documents à fournir par le propriétaire :

Le propriétaire doit tenir à disposition du SPANC tout document attestant de l'entretien des dispositifs, notamment la vidange des dispositifs de prétraitement. Il conserve également tous les documents relatifs aux contrôles de son installation d'assainissement effectués par le SPANC. Il doit fournir un schéma localisant les dispositifs constituant l'installation en place sur la parcelle.

Accès aux dispositifs :

Les trappes de visite des dispositifs et les regards doivent être accessibles en permanence. Leur ouverture et leur fermeture n'incombent pas aux agents du SPANC. Si ceux-ci sont dans l'obligation de procéder à ces opérations, le SPANC ne pourra pas être tenu pour responsable des éventuelles détériorations ou conséquences en résultant.

En cas d'inaccessibilité des dispositifs manifestement indépendante de la volonté du propriétaire lors des contrôles, le SPANC délivrera un avis non conforme et demandera au propriétaire de mettre au jour les installations. Le propriétaire devra permettre l'accessibilité aux dispositifs un an au plus tard après la date de la première visite. Si les travaux sont réalisés dans les six mois suivant la première visite, la contre visite est gratuite tandis que si elle est réalisée après ce délai jusqu'au douzième mois elle sera facturée au tarif en vigueur. Au-delà de ce délai une pénalité pour non-respect des travaux prescrits par le SPANC est appliquée tel que défini l'article 28 de ce règlement.

Article 21. Contrôle initial

L'installation d'assainissement non collectif existante n'ayant pas été vérifiée est soumise à un diagnostic initial de bon fonctionnement et d'entretien réalisé sur place par le SPANC. Ce contrôle est destiné à :

- identifier, localiser et caractériser les dispositifs constituant l'installation, Repérer l'accessibilité et les défauts d'entretien et d'usure éventuels,
- vérifier le respect des prescriptions techniques réglementaires en vigueur lors de la réalisation ou la réhabilitation de l'installation,
- constater que le fonctionnement de l'installation ne crée pas de risques environnementaux, de risques sanitaires ou de nuisances,
- vérifier l'adaptation de la filière réalisée au type d'usage, aux contraintes sanitaires et environnementales,

aux exigences et à la sensibilité du milieu, aux caractéristiques du terrain et à l'immeuble desservi.

Article 22. Contrôle périodique

Le contrôle périodique de bon fonctionnement et d'entretien des dispositifs d'assainissement non collectif concerne toutes les installations existantes ayant déjà subi un contrôle d'exécution ou un diagnostic.

Ce contrôle est destiné à :

- vérifier les modifications intervenues depuis le précédent contrôle du SPANC,
- repérer l'accessibilité et les défauts d'entretien et d'usure éventuels,
- constater que le fonctionnement de l'installation n'engendre pas de risques environnementaux, de sécurité, de risques sanitaires ou de nuisances.

Le SPANC contrôlera périodiquement un quart des installations existantes annuellement à compter de 2016. Le contrôle périodique des installations est réalisé ensuite avec un intervalle de 4 ans maximum sur la Communauté de Communes du Pays de Villersexel. Cette fréquence varie en fonction des avis délivrés lors des précédents contrôles, les installations à risques étant contrôlées à une fréquence plus élevée.

Article 23. Contrôle lors d'une cession de bien immobilier

Comme le prévoit la réglementation, le compte-rendu de diagnostic à fournir pour la vente d'un immeuble doit être daté de moins de 3 ans. Dans ce cas, ou pour tout immeuble n'ayant pas été contrôlé lors des visites systématiques programmées par le SPANC, celui-ci doit intervenir pour réaliser un diagnostic. La demande de diagnostic :

- doit être faite auprès du SPANC par le vendeur, ou par un représentant (notaire, agence immobilière, etc...), sur présentation d'une délégation ;
- doit être transmise par écrit (courrier, mail, fax...) ;
- doit être faite au moins 4 semaines avant la date retenue pour la vente définitive de l'immeuble.

Le SPANC, suite à cette demande :

- pourra intervenir directement, ou via un prestataire privé de son choix ;
- s'engage à intervenir et à remettre le compte-rendu de visite au vendeur dans un délai de 4 semaines à compter de la date de réception de la demande d'intervention.

Article 24. Conclusion des contrôles des installations existantes

A l'issue de chaque contrôle, le SPANC réalise le rapport tel que défini à l'article 14 du présent règlement.

En cas de réserves sur l'entretien, l'état et le fonctionnement des dispositifs d'assainissement, le SPANC invite le propriétaire à réaliser les travaux nécessaires à la pérennité des dispositifs. Le cas échéant, le propriétaire peut bénéficier de la garantie décennale couvrant son installation. Un document attestant du bon fonctionnement de l'installation n'est délivré qu'après la levée de toutes les réserves lors d'une contre-visite dans les délais précisés dans le rapport de visite.

Le SPANC établit la liste des travaux classés par ordre de priorité, à réaliser par le propriétaire de l'installation dans un délai à déterminer selon les différents problèmes constatés sur l'installation et de la zone où se situe l'installation. Le délai court à compter de la date de notification. Le Président peut raccourcir ce délai selon le degré d'importance du risque, conformément aux dispositions du Code Général des Collectivités Territoriales ; voire faire procéder d'office aux travaux dans les cas extrêmes (article 29).

Le propriétaire informe le SPANC des modifications réalisées à l'issue du contrôle. Ce dernier effectue une contre-visite pour vérifier la réalisation des travaux.

Le non-respect des obligations de maintien en bon état de fonctionnement et d'entretien des dispositifs expose, le cas échéant, aux pénalités et sanctions mentionnées au chapitre V du présent règlement.

Lorsque des travaux de réhabilitation sont nécessaires, les dispositifs sont contrôlés comme des installations nouvelles. Le projet fait l'objet d'un dossier préalable que le propriétaire soumet pour validation au SPANC, selon les modalités définies par les articles 16 à 19 du présent règlement.

IV -DISPOSITIONS FINANCIERES

Article 25. Redevance

Le SPANC est un service public à caractère industriel et commercial. Les prestations qu'il assure donnent lieu au paiement par l'utilisateur de redevances d'assainissement non collectif, visant à couvrir d'une part les charges de contrôles et d'autre part les charges de gestion du service.

La redevance d'assainissement non collectif est applicable une fois le contrôle d'exécution des installations d'assainissement neuves ou le diagnostic des installations existantes effectué.

Elle couvre les charges :

- de gestion du service,
- des contrôles de conception et implantation et de contrôle d'exécution (articles 17 et 18),
- des contrôles initiaux et périodiques de bon fonctionnement (articles 21 et 22), dont la fréquence est fixée en fonction de l'état des installations,
- des visites supplémentaires à la demande des usagers, en dehors des contrôles obligatoires, dans le cadre de la mission de conseil du SPANC,
- des contre-visites nécessaires (sauf contre-visite suite à un refus d'accès ou contre-visite après un délai de 6 mois pour accessibilité impossible au dispositif).

Les tarifs sont disponibles auprès du SPANC, affichés en mairie et fixés par délibération du conseil communautaire.

Article 26. Redevables et recouvrement de la redevance

La redevance pour contrôle d'examen de la conception et pour contrôle de vérification d'exécution des travaux est facturée au propriétaire de l'installation d'assainissement.

La redevance pour contrôle de bon fonctionnement et d'entretien est facturée également au propriétaire. Celui-ci a la possibilité de répercuter cette redevance sur les charges locatives.

Les redevances sont recouvrées en une seule fois après contrôle. Le recouvrement des redevances est assuré par la Trésorerie de Villersexel.

Il est facturé une redevance d'assainissement non collectif par installation.

En cas de tout ou partie d'installation commune à plusieurs locaux :

- si les locaux appartiennent au même propriétaire, une seule redevance lui sera adressée ;
- si les locaux appartiennent à des propriétaires différents, il est facturé une redevance par local ;
- si il existe un syndicat de copropriété et que son existence peut être prouvée, il est facturé une seule redevance qui sera alors adressée au représentant légal du syndicat, qui se chargera de répartir le coût sur l'ensemble des propriétaires concernés.

Le défaut de paiement de la redevance dans le délai imparti tel qu'il figure sur la facture fait l'objet d'une mise en demeure par l'envoi d'un avis des sommes à payer par le Trésor Public.

Si cette redevance n'est pas payée à l'issue de cette mise en demeure, son montant pourra être majoré de 25 % en application de l'article R.2333-130 du Code Général des Collectivités Territoriales.

V -INFRACTIONS, PENALITES ET VOIES DE RECOURS

Article 27. Pénalités financières pour refus d'accès aux propriétés privées

Cette pénalité financière est appliquée au propriétaire, dans le cas où celui-ci ne permet pas l'accès de ses installations aux agents du SPANC pour la réalisation des contrôles, après mise en demeure de se conformer à la réglementation. Le montant de la pénalité correspond au montant de la redevance majoré de 100%.

Le montant de cette pénalité est fixé par le conseil communautaire.

Article 28. Pénalités financières pour non-respect des obligations du propriétaire

Les pénalités financières suivantes sont appliquées dans le cas où le propriétaire ne respecterait pas ses obligations légales :

Non-respect des obligations d'entretien et de maintien en bon état de fonctionnement des dispositifs existants : montant de la redevance majorée de 50%

Non réalisation des travaux prescrits par le SPANC dans le délai imposé : montant de la redevance majoré de 100%

Le propriétaire est astreint au paiement de ces pénalités tant qu'il ne s'est pas conformé à ses obligations, et ce jusqu'à vérification de la fin de l'infraction par le SPANC.

Le montant de ces pénalités est fixé par le conseil communautaire.

Article 29. Travaux d'office

Dans les cas extrêmes, le Président pourra, en application de son pouvoir de police spéciale et après mise en demeure, faire procéder d'office et aux frais du propriétaire aux travaux indispensables.

Article 30 : Mesures de police administrative en cas de pollution de l'eau ou d'atteinte à la salubrité publique

Pour prévenir ou faire cesser une pollution de l'eau ou une atteinte à la salubrité publique due, soit à l'absence, soit au mauvais fonctionnement d'une installation d'assainissement non collectif, le Maire peut, en application de son pouvoir de police générale, prendre toute mesure réglementaire ou individuelle, en application de l'article L.2212-2 du Code général des collectivités territoriales, ou de l'article L.2212-4 en cas de danger grave ou imminent, sans préjudice des mesures pouvant être prises par le Préfet sur le fondement de l'article L.2215-1 du même code.

Article 31 : Constats d'infractions pénales

Les infractions pénales aux dispositions applicables aux installations d'assainissement non collectif ou celles concernant la pollution de l'eau sont constatées, soit par les agents et officiers de police judiciaire qui ont une compétence générale, dans les conditions prévues par le Code de procédure pénale, soit, selon la nature des infractions, par les agents de l'Etat, des établissements publics de l'Etat ou des collectivités territoriales, habilités et assermentés dans les conditions prévues par le Code de la santé publique, le Code de l'environnement, le Code de la construction et de l'habitation ou le Code de l'urbanisme.

A la suite d'un constat d'infraction aux prescriptions prises en application de ces deux derniers codes, les travaux peuvent être interrompus par voie judiciaire (par le juge d'instruction ou le tribunal compétent) ou administrative (par le Maire ou le Préfet).

Article 32 : Sanctions pénales applicables en cas d'absence de réalisation, ou de modification ou réhabilitation d'une installation d'assainissement non collectif, en violation des prescriptions prévues par le Code de la construction et de l'habitation ou le Code de l'urbanisme ou en cas de pollution de l'eau

L'absence de réalisation d'une installation d'assainissement non collectif lorsque celle-ci est exigée en application de la législation en vigueur, sa réalisation, sa modification ou sa réhabilitation dans des conditions non conformes aux prescriptions réglementaires prises en application du Code de la construction et de l'habitation ou du Code de l'urbanisme, exposent le propriétaire de l'immeuble aux sanctions pénales et aux mesures complémentaires prévues par ces codes, sans préjudice des sanctions pénales applicables prévues par le Code de l'environnement en cas de pollution de l'eau.

Article 33 : Sanctions pénales applicables en cas de violation des prescriptions particulières prises en matière d'assainissement non collectif par arrêté municipal ou préfectoral

Toute violation d'un arrêté municipal ou préfectoral fixant des dispositions particulières en matière d'assainissement non collectif pour protéger la santé publique, en particulier en ce qui concerne l'interdiction de certaines filières non adaptées, expose le contrevenant à l'amende prévue par l'article 3 du décret n°73-502 du 21 mai 1973.

Article 34. Voies de recours des usagers

Les litiges entre les usagers et le Service Public d'Assainissement Non Collectif relèvent de la compétence des tribunaux judiciaires.

Toute contestation portant sur l'assujettissement de la redevance et le montant de celle-ci relève de la compétence des tribunaux administratifs.

Préalablement à la saisine du tribunal administratif, l'utilisateur peut adresser un recours gracieux auprès du représentant légal de la collectivité.

L'utilisateur a la possibilité d'effectuer un recours auprès des tribunaux compétents, deux mois à compter de la réception de l'avis du SPANC.

VI -DISPOSITIONS D'APPLICATION DU REGLEMENT

Article 35. Publicité du règlement

Le présent règlement approuvé sera publié dans le respect de la réglementation en vigueur.

Il fera l'objet d'une vaste campagne de communication et sera transmis à chacun des usagers du SPANC (propriétaire et, le cas échéant, occupant des lieux) au moment du premier contrôle du SPANC. Il sera consultable sur le site internet de la Communauté de Communes du Pays de Villersexel.

Le paiement de la première facture suivant la diffusion du règlement du service vaut accusé de réception conformément au code général des collectivités territoriales.

Ce règlement sera tenu en permanence à la disposition du public à la Communauté de Communes du Pays de Villersexel et dans les communes.

Article 36. Modification du règlement

Toute évolution du règlement fera l'objet d'un modificatif qui sera adopté et diffusé selon la même procédure que le présent règlement.

Article 37. Date d'application

Le présent règlement entre en vigueur à compter de la date du 1er juillet 2012.

Article 38. Exécution

Le Président de la Communauté de Communes du Pays de Villersexel, les agents du SPANC ou des prestataires mandatés habilités à cet effet, les autorités sanitaires et le receveur de Villersexel sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent règlement.

Délibéré et voté par le Conseil communautaire du Pays de Villersexel dans sa séance du 19 juin 2012.